LE COMMERCE INTERNATIONAL, INSTRUMENT DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE. ANALYSE DES EFFETS DU COMMERCE INTERNATIONAL ET DU MODELE CHINOIS SUR LES ETATS AFRICAINS : CAS DU NIGERIA.

SAMIRA ROXANE BATIONO
536883027

Maîtrise en études internationales – Commerce international et investissement

Essai Final
ETI-6503

Sous la direction de :
Mr. BERNARD BEAUDREAU
&
Mr. FRANSCESCO CAVATORTA

Automne 2023

École Supérieur d'études internationales

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION ……4
I- La relation commerciale entre la chine et le Nigeria ……..6
1. Contexte Historique ……...6
2. Contexte historique des relations économiques …….. 8
3. Contexte des échanges commerciaux entre les deux pays ……..9
II- Commerce bilatéral : La Chine et le Nigeria ……...11
1. Le modèle chinois dans le commerce bilatéral avec le Nigeria ……11
2. La balance commerciale de la Chine et du Nigeria ……...13
3. La composition du commerce Chine-Nigeria 1992-2016…….. 17
III- L'impact des échanges commerciaux au Nigeria……21
1. Économie du Nigeria…… 21
2. L'impact du commerce international sur l'économie du Nigérian ……..26
3. La relation entre le commerce internationale et la croissance économique…….31
a) Le capital……..32
b) le capital humain…….33
c) La formation du capital humain : cas du Nigeria ……36
IV- L'effet de la corruption sur le commerce international : cas du Nigeria……...38
1. Au niveau du textile……...42
2. Au niveau de l'énergie……...44
3. Au niveau des infrastructures……...50
CONCLUSION ……..52
BILBLIOGRAPHIE ……53

Résumé :

Le commerce international entre la Chine et les pays africains présente une tendance complexe caractérisée par des échanges économiques croissants. La Chine est devenue le principal partenaire commercial du Nigeria, notamment grâce à des investissements, des prêts et des échanges de produits à grande échelle. Les exportations de la Chine sont principalement concentrées sur les produits industriels, répondant à la demande croissante du Nigeria, tandis que les exportations du Nigeria sont principalement concentrées sur les ressources naturelles telles que le pétrole, renforçant ainsi les relations bilatérales. Cependant, les déséquilibres commerciaux soulèvent des questions , il y'a des inquiétudes qui subsistent quant à l'impact de ces échanges sur les pays africains et leurs populations. Une analyse plus approfondie est essentielle pour évaluer les implications à long terme de cette relation sur le développement socio-économique et la stabilité politique au Nigeria et en Afrique.

Abstract :

International trade between China and African countries shows a complex trend characterized by growing economic exchanges. China has become Nigeria's main trading partner, notably through large-scale investments, loans, and product exchanges. China's exports are mainly concentrated on industrial products, meeting Nigeria's growing demand, while Nigeria's exports are mainly concentrated on natural resources such as oil, thus strengthening bilateral relations. However, trade imbalances raise questions, there's some concerns remain about the impact of such trade on African countries and their populations. Further analysis is essential to assess the long-term implications of this relationship for socio-economic development and political stability in Nigeria and Africa.

INTRODUCTION

Dans pratiquement tous les pays africains, il existe un consensus autour d'objectifs de développement communs, à savoir une croissance économique rapide, soutenue et favorable aux pauvres. Ce consensus reflète le fait que l'Afrique est non seulement la région la plus pauvre du monde, mais aussi le seul continent où la pauvreté a continué à augmenter au cours des trois ou quatre dernières décennies. Elle reflète également la nouvelle tendance de la théorie et de la politique du développement qui suggère qu'une croissance économique rapide pourrait être le moyen le plus important de réduire la pauvreté dans ses différentes dimensions. La performance de la croissance économique des pays africains a varié de manière significative dans le temps et entre les pays, mais la variation a eu tendance à se réduire, dans les deux dimensions, au cours des cinq dernières années (Oyejide et Ogunkola, 2004 ; FMI, 2008). Il existe de nombreuses preuves que le commerce et la politique commerciale jouent un rôle important dans l'influence des modèles et des tendances de la croissance économique de l'Afrique (Ng et Yeats, 2000 ; Oyejide et Ogunkola, 2004 ; Pattillo et al, 2005). Ces données montrent que, bien que les opportunités de croissance varient d'un pays africain à l'autre en termes de disponibilité des ressources naturelles, d'environnement extérieur, d'institutions héritées et de choix politiques, les accélérations et décélérations de la croissance africaine passent par le canal du commerce. En particulier, la croissance des termes de l'échange, les exportations et la croissance des économies des partenaires commerciaux sont les principaux éléments des canaux commerciaux ; et le plus robuste d'entre eux est celui des termes de l'échange. En effet le boom actuel des produits de base mentionné ci-dessus n'est pas sans rapport avec la montée en puissance de la Chine en tant que grande nation commerçante et l'amélioration correspondante du profil de la Chine et des schémas commerciaux de l'Afrique. Bien que l'Afrique et la Chine commercent entre elles depuis des siècles, le niveau et l'intensité de leurs relations commerciales se sont considérablement accrus depuis 2000 (Wang et Bio-Tchane, 2008). Dans ce processus, la Chine est devenue une destination majeure pour une série d'exportations africaines ainsi qu'une source de plus en plus importante d'une large gamme de produits manufacturés importés par de nombreux pays africains. Le Nigeria a établi des relations économiques avec la Chine depuis 1971, avec son assentiment au communiqué conjoint

sur l'établissement de relations diplomatiques. En outre, la Chine et le Nigeria sont des membres éminents du G77 - groupe de pays en développement au sein des Nations unies dont l'objectif est de promouvoir le commerce et la coopération Sud-Sud. Les activités commerciales entre le Nigéria et la Chine ont augmenté et se sont intensifiées au fil des ans (Utomi, 2007). Le volume des échanges entre le Nigeria et la Chine, qui était faible en 1993 en raison du fait que la Chine était un exportateur net de pétrole brut, a augmenté, la Chine étant devenue le deuxième importateur mondial de pétrole brut en provenance du Nigeria (Utomi, 2007). L'implication est l'augmentation de la taille du commerce d'environ 300 pour cent depuis 2004 à 7,7 milliards de dollars en 2010, projetant le Nigeria comme le deuxième plus grand importateur de pétrole brut au monde (Utomi, 2007). Néanmoins, les relations commerciales du Nigeria avec la Chine ont été considérées comme une meilleure alternative en raison de l'intérêt réel de la Chine à commercer avec le Nigeria sur la base de certains de ses avantages comparatifs, tels que l'énergie, les matières premières et l'expansion du marché (Utomi, 2011). Il est établi que le Nigéria dispose d'un énorme potentiel dans les domaines de l'agriculture, du gaz et de l'énergie. La Chine, pour sa part, est devenue l'investisseur le plus rapide au Nigeria en raison de ces besoins (Egbula et Zheng, 2011). Les investissements chinois se sont depuis étendus à d'autres secteurs de l'économie nigériane tels que la construction, les télécommunications, les services, l'industrie manufacturière et de nombreuses entreprises individuelles ou en coentreprise (Olugboyega, 2008). Les investisseurs privés chinois ont investi dans les industries agroalimentaires, l'industrie manufacturière et les télécommunications, tandis que les entreprises publiques chinoises investissent dans les ressources naturelles et l'énergie et les infrastructures de transport. Le Nigeria bénéficie également d'un flux bilatéral d'investissements directs étrangers en provenance de Chine, en particulier dans les ressources pétrolières et minérales, ce qui rend l'investissement Chine-Nigeria bénéfique pour les deux parties (Egbula et Zheng, 2011). A présent, les importations nigérianes de produits chinois ont augmenté par rapport aux exportations nigérianes vers la Chine, ce qui a entraîné un déficit commercial avec la Chine, car le Nigeria doit encore offrir à ses producteurs industriels des solutions de remplacement locales de même qualité et à des prix compétitifs. Le gouvernement actuel s'efforce de réveiller l'économie nationale du Nigeria qui est dans le coma. De ce fait il est important de se poser la question suivante : Comment le commerce bilatéral entre la Chine et le Nigeria agit-il sur le développement économique et social du Nigeria ? Est-ce que le modèle chinois est adapté aux pays africains ? Le Nigeria sera notre exemple d'étude de cas.

Récemment, une initiative d'échange de devises a été finalisée entre le Nigeria et la Chine afin de faciliter les investissements étrangers directs dans les deux pays. Cet essai examine comment les relations commerciales entre le Nigeria et la Chine peuvent conduire à une croissance économique et identifier ses effets sur le pays et sa population. Par conséquent, elle examinera en premier lieu le contexte historique des relations commerciales entre la chine et le Nigeria, puis le commerce bilatéral entre les deux pays, ensuite l'impact de ses échanges commerciaux sur le Nigeria et enfin l'effet de la corruption dans ce partenariat. L'objectif de cet essai est de montrer comment les échanges commerciaux entre la Chine et le Nigeria affecte l'économie du Nigeria et ses citoyens, puis son impact sur l'inégalité dans la redistribution des richesses, car elle augmente la corruption au Nigeria. Par la suite montrer que la balance commerciale de ses deux pays est déséquilibrée ce qui crée un déficit beaucoup plus présent du côté du Nigeria. Enfin cet essai permettra de comprendre que le modèle chinois n'est pas forcément efficace pour les pays d'Afrique ce qui est le cas du Nigeria, car les citoyens sont affectés par ce partenariat. Le choix de la chine comme le principal acteur des échanges commerciaux n'est sans doute pas forcément le meilleur choix pour l'Afrique.

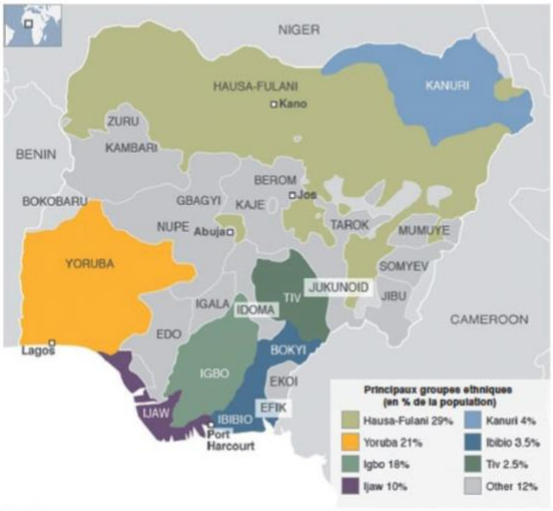
I- La relation commerciale entre la chine et le Nigeria

1. Contexte Historique

- **Nigeria**

Le plus peuplé de pays d'Afrique de l'Ouest avec 180 millions d'habitants, il est composé de plus de 250 ethnies, aux rapports de forces déséquilibrés, s'ajoutent de larges richesses énergétiques inégalement allouées et concentrées au sud-est du territoire. Le développement des ressources pétrolières et gazières a contribué de manière significative au développement économique du Nigeria. Construit selon les routes des caravanes et les royaumes ethniquement liés. Le pays était composé de plusieurs royaumes dont les limites correspondaient non pas aux limites territoriales actuelles, mais à l'existence de groupes ethniques (Dali, S. ,2015).

Carte 1 – *Répartition des principaux groupes ethniques du Nigeria*



Source: Lamm U. (2014), "Who are Nigeria's Boko Haram Islamists?", 4 mai, BBC Africa.

La Conférence de Berlin de 1885 a permis de déterminer les frontières actuelles du Nigeria et entérine l'influence anglaise sur le pays. Puis, en 1906, la Couronne britannique administra le sud et le nord du pays comme deux protectorats. Ces dernières fusionnèrent en 1914, mais conservèrent une grande autonomie. Cette fusion fut le point de départ de l'unification nationale dans le cadre du système fédéral introduit constitutionnellement en 1946. L'économie nigériane peut être classée en trois secteurs principaux : le primaire （agriculture et ressources naturelles ）; le secondaire (industrie) ; et le tertiaire (les services et l'industrie manufacturière. L'économie est caractérisée par un dualisme structurel. Le secteur agricole est un mélange d'agriculture, de subsistance et d'agriculture moderne tandis que le secteur industriel comprend des entreprises modernes qui coexistent avec un grand nombre de microentreprises employant moins de 10 personnes, principalement dans le secteur informel. L'économie nigériane s'est développée rapidement grâce à l'augmentation phénoménale de la production et des exportations de pétrole. Cependant, les activités dans le sous-secteur des services étaient relativement modestes (Sanusi Lamido Sanus,2010).

- **Chine :**

C'est un pays d'Asie orientale et autoritaire, elle a été remarquablement absente de la liste croissante des nouvelles démocraties. En 1949 il y a eu la prise de pouvoir par les communistes et la proclamation de la République populaire de Chine, ce qui marque un tournant historique et

important pour le pays considérer l'un des plus peuplés du monde. Sous la direction de Mao Zedong, un vaste projet de collectivisation fut lancé. Ceci conduit à des résultats économiques décevants, notamment l'échec du grand bond en avant, à la fin des années 50, qui remettent le leadership de ce dernier en question. À partir de 2012, Xi Jinping s'impose comme figurer centrale et il concentre beaucoup de pouvoirs, ce qui lui a permis d'obtenir la levée de la limitation des mandats à la présidence. Face aux multiples défis de l'industrialisation, de l'urbanisation, de la commercialisation et de la mondialisation, la principale préoccupation des dirigeants chinois a été le maintien de l'ordre politique et la promotion d'une gouvernance efficace (Dali L. Yang, 2006).
Parmi ces économies émergentes de l'Asie de l'Est, la Chine a enregistré une croissance plus impressionnante, de 1997 à 2005, l'économie chinoise a enregistré un taux annuel de 9,6 % du PIB réel. En termes absolus, le PIB total de la Chine a sextuplé entre 1980 et 2000, en raison du succès de sa réforme axée sur le marché. Le décollage économique de la Chine a connu une croissance rapide depuis le lancement des réformes économiques de la politique de Deng Xiaoping en 1979. La croissance économique de la Chine peut être divisée en deux périodes : l'ère préréforme (avant 1979) et l'ère post-réforme (après 1979). Les principaux facteurs qui expliquent la croissance économique rapide de la Chine sont les investissements directs étrangers, le taux de fécondité, l'espérance de vie, l'ouverture et les libertés civiles. Parmi ces variables, les IDES et les libertés civiles ont des effets positifs importants sur la croissance économique à un niveau statistique (Fazleen Abdul Fatah & al, 2012).

2. Contexte historique des relations économiques

Le regain d'intérêt de la Chine pour l'économie nigériane est antérieur à l'inauguration de l'administration civile en 1999. C'est le gouvernement de Sani Abacha qui a tactiquement et diplomatiquement rapproché les Chinois du Nigeria en 1995 pour combler le fossé béant créé par l'isolement du pays par les États-Unis et ses alliés occidentaux à la suite d'une crise politique. La Chine ne s'est pas jointe à l'Occident pour critiquer les violations des droits de l'homme, les meurtres et autres mesures tyranniques du régime de Sani Abacha, en particulier l'exécution de M. Ken Saro-Wiwa et d'autres militants écologistes Ogoni. La période 1994-1998 a été marquée par une tentative de l'administration Abacha de resserrer les liens politiques et économiques avec des pays autres que les alliés occidentaux traditionnels du Nigeria. L'imbroglio dans lequel le Nigeria s'est retrouvé avec ses alliés traditionnels a contraint l'administration Abacha à développer et à

renforcer les liens préexistants avec certains pays du continent asiatique. Ce changement d'orientation de la politique étrangère du Nigeria est ce qu'un certain nombre d'universitaires ont appelé un "changement de politique vers l'Asie" (Oche 1999 ; Adegbulu 2006).

Les Chinois ont profité de l'écart créé par la réduction du niveau des échanges avec les alliés occidentaux du Nigeria pour le combler rapidement. En conséquence, les chiffres du commerce indiquent que les importations du Nigeria en provenance de Chine ont considérablement augmenté en 1997 et n'ont cessé de croître depuis lors. En 1995, le gouvernement nigérian a signé un accord avec la China Civil Engineering Construction Corporation (CCECC) pour la réhabilitation des chemins de fer nigérians pour un coût de 529 millions de dollars US, incluant la fourniture de wagons (Chibundu 2007 ; Udeala 2003).

Le président Olusegun Obasanjo s'est rendu en Chine à deux reprises, en 1999 et en 2001, pour souligner l'importance que le gouvernement nigérian attachait à ses liens diplomatiques avec la Chine. À la suite de ces visites, un certain nombre d'accords commerciaux, économiques, techniques, scientifiques, technologiques et de protection des investissements ont été signés par les deux pays. Afin de consolider davantage les relations bilatérales existantes entre les deux pays, le président chinois Hu Jintao a effectué une visite officielle de deux jours au Nigeria à partir du 28 avril 2006. Le président Jintao et son hôte nigérian ont signé un protocole d'accord sur la coopération pétrolière. L'accord prévoit des investissements chinois substantiels dans l'industrie pétrolière nigériane. Dans le cadre de cet accord, le Nigeria a accordé à la Chine quatre licences de forage en échange d'un engagement à investir 4 milliards de dollars dans des projets pétroliers et d'infrastructure (Samuel Onuoha Udeala,2010).

3. Le contexte des échanges commerciaux entre les deux pays

Depuis le lancement de la politique d'ouverture de la Chine en 1978, qui a impliqué le réajustement, la restructuration et la consolidation de son économie nationale, l'urgence de se moderniser a obligé le pays à s'engager dans de multiples formes d'interaction avec ses partenaires extérieurs, les nations industrialisées occidentales et, dans une certaine mesure, les pays du Sud. Avec la fin de la guerre froide, qui a vu la désintégration de l'Union soviétique et le remplacement du communisme d'État comme mode d'organisation économique, ainsi que la montée en puissance des valeurs et de l'éthique démocratiques libérales dans le monde entier, la Chine s'est imposée comme l'une des puissances économiques dans la configuration multipolaire actuelle. Le nouvel ordre mondial, qui

a vu le triomphe de l'idéologie capitaliste, a rendu impératif pour la Chine d'adopter des stratégies et des manœuvres capitalistes dans ses relations économiques avec les pays en développement, d'où l'emploi de concepts tels que l'asymétrie, l'échange inégal, l'impérialisme, la dépendance associés aux relations économiques nord-sud pour analyser les relations économiques de la Chine avec les pays en développement (Samuel Onuoha Udeala,2010)

Les relations sino-nigérianes se sont développées assez lentement au fil des ans, mais elles s'accélèrent aujourd'hui. C'est le général Gowon qui, en tant que chef d'État militaire, s'est rendu pour la première fois en visite officielle en Chine en 1972, peu après la guerre civile nigériane. Lorsque son régime militaire brutal a été critiqué et isolé par la communauté internationale, le général Abacha a lui aussi décidé d'aller chercher du soutien en Chine. Cette décision a été prise à la suite de la répression sur la place Tiananmen à Pékin, qui a également conduit à l'isolement international de la Chine. En 1977, le premier ministre chinois, Li Peng, s'est également rendu au Nigeria pour stimuler le regain d'intérêt de la Chine pour l'Afrique, dans le but d'inverser le déclin des échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique. Les échanges commerciaux entre le Nigeria et la Chine ont en effet chuté de 53 millions de dollars US en 1980 à seulement 7 millions de dollars US en 1985, avant de se redresser quelque peu pour atteindre 35 millions de dollars US en 1989. Par la suite, les échanges entre le Nigeria et la Chine sont passés de 35 millions à 97 millions de dollars US en 1993 et ont atteint 327 millions de dollars US en 1997. Il est actuellement estimé à 13 milliards de dollars US. En fait, les investissements directs non financiers de la Chine au Nigeria s'élevaient à 1,79 milliard de dollars (environ 293,5 milliards de nairas) en 2013 (Nigeria Tribune March, 2014). Le président Jonathan vient d'achever une visite officielle de cinq jours en Chine. Lors de la visite du président Umaru Musa Yar' Adua en Chine en février 2008, de nombreux accords financiers ont également été conclus. Il s'agit notamment d'un prêt préférentiel de 500 millions de dollars américains pour des projets à identifier par le Nigeria, de la construction d'un hôpital à Abuja qui sera facilitée par une subvention de 4,2 millions de dollars américains et d'une subvention de 25 millions de dollars américains pour la construction du centre culturel de l'amitié Chine-Nigeria à Abuja. Sans oublié qu'il y a eu une subvention de 7,2 millions de dollars américains pour la construction de quatre écoles rurales au Nigeria, du placement du solde de 2 milliards de dollars américains pour la construction d'un hôpital à Abuja dans le cadre d'un partenariat entre le secteur public et le secteur privé, avec une couverture d'assurance fournie par

une société chinoise et une garantie du Nigeria en cas d'absolue nécessité, et la suppression du lien entre le bloc pétrolier et la facilité de la banque EXIM (Samuel Onuoha Udeala,2010).

Le président Jonathan aurait déclaré à Pékin que l'exploitation croissante du gaz de schiste et d'autres sources d'énergie alternatives par les États-Unis et d'autres pays occidentaux a rendue plus urgente la nécessité de diversifier l'économie nigériane pour la rendre moins dépendante du pétrole. L'augmentation des importations de pétrole chinoises compensera le ralentissement des exportations de pétrole vers les États-Unis. En 2005, la Chine représentait 40 % de la demande mondiale de pétrole, c'est à dire plus de 30 % de l'approvisionnement en pétrole de la Chine est importé, le pays devenant le deuxième plus grand consommateur de pétrole au monde après les États-Unis. Une coopération économique plus étroite est donc dans l'intérêt mutuel des deux pays. Ce que nous disons, c'est que cette relation ne doit pas être une situation gagnant-perdant, rhétoriquement et diplomatiquement encapsulée dans le parapluie du gagnant-gagnant (Dr. Edgar Agubamah,2014). Le commerce bilatéral entre la Chine et le Nigeria est basé sur le modèle chinois, le volume de ce commerce entre ces deux pays augmente au fil des années et la composition de ce commerce varie.

II- Commerce bilatéral : La Chine et le Nigeria

1- Le modèle chinois dans le commerce bilatéral avec le Nigeria

L'idée d'un modèle chinois peut se transmettre à un modèle de développement propre à la Chine, adapté aux circonstances particulières de la société chinoise. Le modèle chinois devient une version de plus du développement autoritaire, qui cherche à se conformer idéologiquement et culturellement aux exigences du développement en tant que participant à l'économie capitaliste mondiale, sans se préoccuper d'autre chose que de réussir dans cette économie. C'est ainsi qu'il est largement perçu en Chine et par les admirateurs du développement chinois à l'étranger. Selon les observations de Fukuyama, ce qui fait fonctionner le modèle chinois c'est son déficit de démocratie. L'autoritarisme permet une mobilisation rapide et efficace des ressources, ce qui n'est pas possible dans une société démocratique (Arif Dirlik,2012).

Le modèle de développement de la Chine est différent de celui qui est actuellement en vogue en Occident. Il repose sur des investissements massifs de l'État dans les infrastructures tels que les routes, ports, électricités, chemins de fer et aéroports ce qui facilite le développement industriel. Les économistes américains rejettent cette approche, en raison des inquiétudes liées à la corruption et aux transactions intéressées lorsque l'État est si fortement impliqué. En revanche, la stratégie de

développement des États-Unis et de l'Europe s'est concentrée sur d'importants investissements dans la santé publique, l'autonomisation des femmes, l'éducation et la formation, santé publique, l'autonomisation des femmes, le soutien à la société civile mondiale et les mesures de lutte contre la corruption (Francis Fukuyama,2016). Alors que le modèle chinois vise à imposer directement aux pays africains le modèle ouest-japonais de coopération et d'aide au développement, la Chine met l'accent sur la séparation souhaitée entre développement économique et réforme politique dans la stratégie de survie des régimes autoritaires. Le rejet de l'intervention apparaît aussi comme un rejet des théories du changement de régime et du développement pacifique, dénoncées comme de nouvelles formes d'impérialisme (Niquet-Cabestan,2006). Le commerce bilatéral entre les deux pays a atteint un sommet en 2014 avec une valeur commerciale totale de 18,05 milliards de dollars, qui a diminué à 14,94 milliards de dollars et 10,62 milliards de dollars en 2015 et 2016. Cette baisse du commerce bilatéral est le résultat de la récente politique gouvernementale visant à réduire l'importation de produits manufacturés étrangers. Cela a eu un impact considérable sur le commerce entre le Nigéria et la Chine, car la plupart des biens de consommation au Nigéria sont importés de Chine. Malgré tout, la Chine est actuellement la principale source d'importation du Nigéria, puisque les importations en provenance de Chine ont atteint 13,7 milliards de dollars en 2015, bien qu'elles aient diminué à 9,7 milliards de dollars en 2016. L'augmentation des exportations chinoises vers le Nigeria se fait au détriment des partenaires commerciaux traditionnels du Nigeria tels que les États-Unis, le Canada et l'Europe. En 2014, près de quinze ans après la signature d'un accord commercial entre le Nigéria et la Chine, le commerce bilatéral a augmenté de près de 16 fois sa valeur avant la signature d'un accord commercial en 2001. Tout au long des périodes étudiées, le Nigeria a importé plus de biens qu'il n'en a exporté vers la Chine (Kabiru & Dyah ,2019).

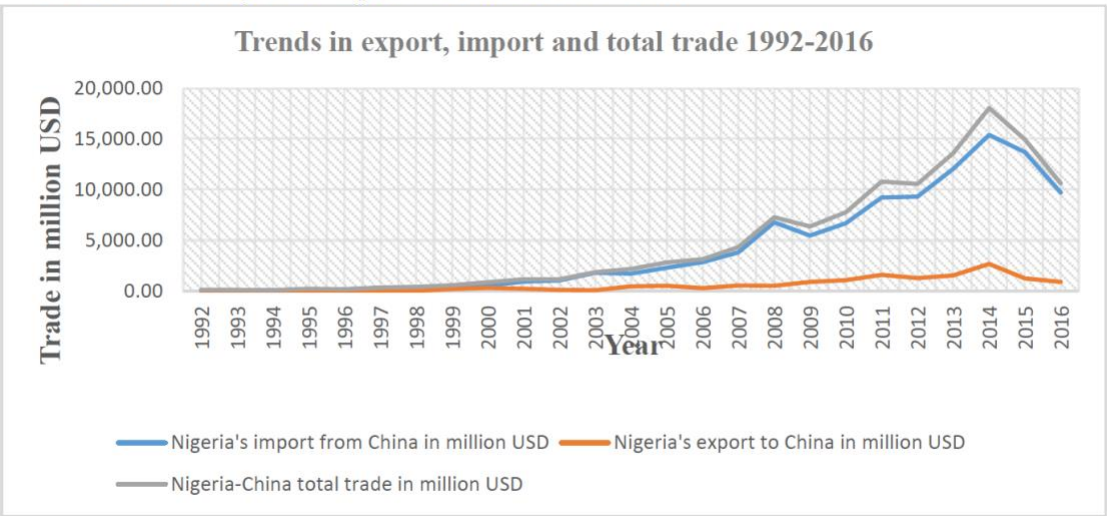


Figure 1: Trends in Nigeria-China Trade 1992-2016

La balance commerciale a toujours été en faveur de la Chine en raison du volume élevé de ses exportations de produits manufacturés de qualité inférieure vers le Nigeria, alors que ses importations de matières premières en provenance du Nigeria sont faibles. Du point de vue du gouvernement nigérian, la conclusion d'un partenariat stratégique avec la Chine vise essentiellement à accroître les capacités de production et les autres capacités économiques. Les indices dominants tendent à suggérer que l'engagement politique et économique entre la Chine et le Nigeria est uniquement motivé par les besoins de la Chine en matières premières et en énergie pétrolière (Ocholi et Okonkwo,2022).

2- La balance commerciale de la Chine et du Nigeria

Le Nigeria et la Chine entretiennent depuis longtemps des relations bilatérales dans différents domaines. Ces relations concernent aussi bien les relations économiques et commerciales que la coopération scientifique et technologique. Avec l'établissement de relations économiques et commerciales, le volume des échanges commerciaux entre ces deux pays s'est accru, le volume des échanges de ces pays en termes d'exportations et d'importations a atteint 1,86 milliard de dollars. Sois une croissance de 59 % en 2003, et a légèrement diminué pour atteindre 609 millions de dollars (17,6 %) au cours du premier trimestre 2004, où les exportations du Nigeria vers la Chine ont enregistré une hausse de 1,5 % (MFA, 2004). En fait, entre 2001 et 2010, le nombre d'accords bilatéraux entre la Chine et le Nigéria n'a aucune relation bilatérale Chine-Afrique n'a évolué plus rapidement et n'a eu plus d'impact sur les populations que celle entre la Chine et le

Nigéria. Dans ce cas, de moins de 2 milliards USD en 2000, le commerce entre la Chine et le Nigeria a atteint près de 18 milliards USD en 2010 (Egbula et Zheng, 2011). L'importation de biens de consommation et de produits manufacturés de la Chine vers le Nigeria représente une part plus importante des activités dans cette relation sino-nigériane, car le Nigeria est un importateur net de produits manufacturés chinois. La population du Nigeria, qui a un grand appétit pour les produits étrangers et bon marché, favorise les produits de consommation chinois à bas prix comme substitut aux produits occidentaux. Par conséquent, les entreprises chinoises, dans leurs différentes formes et tailles, se sont également implantées dans plusieurs villes du Nigeria, renforçant ainsi la concurrence pour les entreprises locales. Avec les lois sur la promotion des exportations, le Nigéria a intensifié ses efforts commerciaux (Egbula et Zheng ,2011). En outre, le Nigeria représente 1,5 %, 11,3 % et 6,2 % des importations, des exportations et du commerce total de la Chine en Afrique, avec un total de 1,5 milliard d'euros. Puis en Afrique avec un total de 11 %, 10 %, 9 %, 3 % et 38 % respectivement les véhicules, les équipements électriques, les produits textiles et les équipements de télécommunications, les machines industrielles, les produits agroalimentaires et les autres produits manufacturés, produits agroalimentaires et autres produits manufacturés vers le Nigeria en 2010. D'autre part, les importations chinoises en provenance du Nigeria par produit en 2010 sont constituées à 87 % de pétrole et de gaz, à 3 % d'articles en cuir, à 7 % de métaux et à 2 % d'autres produits manufacturés. 7% de métaux, 2% d'autres matières premières et 1% d'autres produits. En effet, ces tendances du commerce entre la Chine et le Nigéria représentait près d'un tiers du commerce entre la Chine et l'Afrique de l'Ouest, ce qui indique l'importance du Nigeria pour la Chine sur son marché régional ouest-africain (Egbula et Zheng, 2011). Alors qu'environ 87 % des exportations du Nigeria vers la Chine sont des produits pétroliers et gaziers, la Chine exporte une gamme diversifiée de biens vers le Nigeria. Le pétrole est en effet un produit majeur sur le marché international des matières premières et les variations du prix du pétrole affectent à la fois les économies importatrices et exportatrices, d'où ses relations avec le taux de change et la balance commerciale. En effet, le pétrole est considéré comme un indicateur avancé des mouvements des taux de change, car une augmentation des prix du pétrole réduit la richesse des pays importateurs de pétrole en transférant leurs revenus vers les pays exportateurs de pétrole par le biais de la balance commerciale. Cela justifie l'inclusion du prix du pétrole et du taux de change dans l'examen de l'interaction de la balance commerciale du Nigéria de la Chine.

En outre, le lien commercial entre la Chine et le Nigéria s'est récemment renforcé. La Chine a exporté pour 17,4 milliards de dollars de produits vers le Nigeria en 2020, alors que ses importations s'élevaient à 2,54 milliards de dollars pour la même période. Les exportations totales de la Chine vers le Nigeria ont augmenté au cours des deux dernières décennies et demie à un taux annualisé de 20,9 %, passant de 151 millions de dollars en 1995 à 17,4 milliards de dollars en 2020. Cependant, les exportations du Nigeria vers la Chine ont diminué d'environ 16,9 %, passant de 51 millions de dollars en 1995 à 2,54 milliards de dollars en 2020 (OEC, 2020). Cette situation illustre de plus en plus la nature déséquilibrée des relations commerciales bilatérales de la Chine avec le Nigéria et l'Afrique en général.

Table 1: Descriptive Statistics

Statistics	NTB	LY	LNREX	LO	LCREX	LCTB
Mean	2.503	3.272	2.177	1.638	0.869	3.516
Median	1.710	3.283	2.284	1.674	0.892	2.644
Maximum	10.044	3.412	2.638	2.123	0.922	8.676
Minimum	-0.915	3.129	1.463	0.992	0.788	0.866
Standard Dev.	2.516	0.104	0.336	0.299	0.051	1.909
Skewness	1.052	-0.155	-1.224	-0.154	-0.287	1.385
Kurtosis	3.763	1.462	3.285	1.846	1.341	3.840
Jarque-Bera	57.591*	28.301*	69.888*	16.405*	35.419*	96.301*
Observations	300	300	300	300	300	300

*: 1 percent level of significance

Source: Authors computation

D'après le tableau 1, la valeur moyenne de la balance commerciale du Nigeria, du produit intérieur brut par habitant, le taux de change réel du Nigeria, le prix du pétrole, la balance commerciale et le taux de change réel de la Chine sont de 2,5 %, 3,2 %, 2,1 %, 1,6 %, 0,8 % et 3,5 % respectivement. Il est évident, sur la base des valeurs moyennes de la balance commerciale des deux pays, que la Chine a commercé plus que le Nigeria. Toutes les séries sont négativement asymétriques, à l'exception des balances commerciales du Nigeria et de la Chine qui se situent à droite de la distribution moyenne. En termes de kurtosis, on constate que la balance commerciale du Nigeria, le taux de change réel du Nigeria et la balance commerciale de la Chine sont fortement asymétriques puisqu'ils sont inférieurs à la valeur seuil de 3,5 %. Ils sont inférieurs à la valeur seuil de 3 et sont donc leptocurtiques. Le produit intérieur brut du Nigeria, le prix du pétrole et le taux de change réel de la Chine sont inversement platykurtiques. Les statistiques de Jarque-Bera fournissent des informations complètes, car elles combinent les propriétés d'asymétrie et

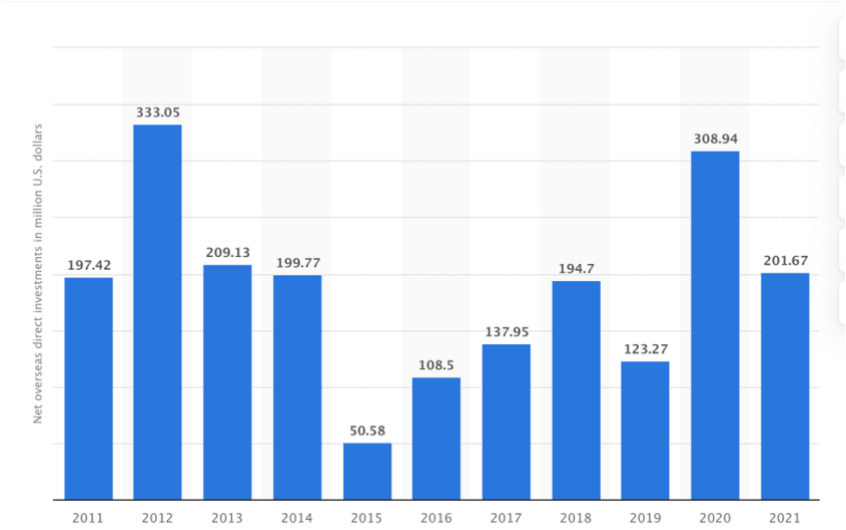
d'aplatissement. La valeur de probabilité de Jarque-Bera pour les variables, comme indiqué par le niveau de signification de leur probabilité, montre que les séries ne sont pas normalement distribuées au cours de la période étudiée (Abiodun & Joel Ede Owuru, 2021).

Il a été découvert que la balance commerciale de la Chine affecte de manière significative la balance commerciale du Nigeria à court et à long terme. Alors que les valeurs décalées d'une période de la balance commerciale de la Chine sont positivement liées à la balance commerciale du Nigéria, tandis que les valeurs décalées de sept périodes sont négativement liées à la balance commerciale du Nigeria. Il a également été découvert que l'augmentation de la balance commerciale du Nigeria réduit le produit intérieur brut par habitant du pays. Cela signifie que le niveau de vie du Nigeria ne s'améliore pas avec l'augmentation du volume des échanges. Le taux de change du Nigeria augmente la balance commerciale à long terme et le taux de change de la Chine réduit la balance commerciale du Nigeria à court et à long terme. L'appréciation et la dépréciation du taux de change de la Chine nuisent à la balance commerciale du Nigeria à court terme. Il n'y a aucune preuve d'une relation asymétrique entre la balance commerciale du Nigeria, le prix du pétrole, le taux de change du Nigeria et le taux de change de la Chine à court et à long terme (Abiodun & Joel Ede Owuru, 2021).

Les investissements de la Chine en Afrique sont en hausse depuis 2010. C'est le cas du Nigéria, où les investissements chinois ont augmenté entre 2001 et 2011. L'IDE net a doublé, passant de 3 milliards de dollars US en 2003 à plus de 6 milliards de dollars US en 2005, le secteur du pétrole et du gaz occupant 75 % des parts. Cela ne veut pas dire que le secteur non pétrolier est en mauvaise posture. En fait, il est passé de 0,3 milliard de dollars US en 2003 à 1,7 milliard de dollars US en 2005. Le changement de régime des IDES, le programme de privatisation du gouvernement et les campagnes d'IDE agressives et déterminées du gouvernement expliquent les changements survenus au cours de cette période (Daniel Onogwu , 2019). Il ne fait aucun doute que la Chine possède jusqu'à 30 entreprises à part entière ou coentreprises au Nigeria, la majorité d'entre elles étant activement engagées dans les secteurs de la construction, du pétrole et du gaz, de la technologie, des services et de l'éducation de l'économie nigériane. En moyenne, sur la base des informations disponibles entre 1996 et 2017, on observe une tendance à la hausse des IDES de la Chine vers le Nigéria. Les flux d'IDE vers le Nigeria passent de 190,61 millions USD en 1999 à 4169,14 millions USD en 2006. Il s'agit d'une augmentation conjointe des IDES en provenance de toutes les régions de Chine au cours de cette période. Sur la base des données de la seule région

chinoise, les flux d'IDE vers le Nigéria ont atteint un niveau record de 390 millions USD en 2007, avant de diminuer l'année suivante. Cependant, il continue à augmenter jusqu'en 2012, où il est évalué à 333 millions USD, ce qui ne représente que 1,6 % du total des IDES en provenance d'Asie. Par rapport aux États-Unis, l'IDE a atteint le chiffre record de 4 636 millions d'USD en 2012, soit plus que l'IDE en provenance de Chine la même année (Margret & Qi Z ,2011).

Figure : Flux annuel d'investissements directs étrangers (IDE) de la Chine vers le Nigeria entre 2011 à 2021.



Source : Statista 2023

3- La composition du commerce Chine-Nigeria 1992-2016

La composition des importations du Nigeria en provenance de Chine était largement différente de celle de ses exportations, bien qu'avec peu de similitudes dans seulement trois catégories de produits, à savoir l'aluminium et les articles en aluminium, les matières plastiques et les articles en plastique, le caoutchouc et les articles en caoutchouc. Les importations du Nigeria en provenance de Chine semblent assez diversifiées, aucun des principaux produits importés de Chine ne représentant une part insignifiante.

Main products of Nigeria's exports to China 1992-2016	Product share in the total exports to China 1992-2016	Main products of Nigeria's import from China 1992-2016	Product share in the total import from China 1992-2016
Mineral fuels & product of their distillation	0.83	Electrical machinery & equipment	0.18
Wood and articles of wood	0.07	Nuclear reactors & boilers	0.12
Ores, slag and ash	0.05	Vehicles railway tram & roll-stock	0.10
Rawhides and skins and leather	0.01	Articles of iron or steel	0.05
Copper and articles thereof	0.01	Aluminium and articles thereof	0.04
Plastics and articles thereof	0.01	Plastics and articles thereof	0.04
Oilseed, oleaginous fruits; seed, fruit, etc.	0.00	Rubber and articles thereof	0.04
Rubber and articles thereof	0.00	Iron and steel	0.03
Cotton	0.00	Art of apparel & clothing accessories	0.03
Aluminium and articles thereof	0.00	Furniture, bedding, mattress, cushion, etc.	0.02

Source: Author's Computation from UNCOMTRADE Statistics

Les exportations et importations du Nigeria vers et depuis la Chine comprennent diverses catégories de produits qui ont été classées sur la base des codes SH à deux chiffres de l'UNCOMTRADE. Les principaux produits exportés et importés de Chine entre 1992 et 2016 sont présentés dans le tableau ci-dessus. Parmi tous les principaux produits exportés, les combustibles minéraux et les produits de leur distillation représentent la plus grande part et dominent les exportations totales sur l'ensemble de la période 1992-2016. Cette catégorie de produits représente à elle seule 83 % des exportations totales. Le bois et les articles en bois viennent ensuite, avec une part de 7 % des exportations totales. Les minerais, scories et cendres représentent 0,05 % des exportations totales, tandis que les cuirs et peaux bruts, le cuivre et les ouvrages en cuivre, les matières plastiques et les ouvrages en ces matières ne représentent que 0,01 % des exportations totales. Les autres principaux produits exportés représentent une part insignifiante des exportations totales, puisque leur part dans les exportations totales est inférieure à 0,1, voire nulle, sur l'ensemble des périodes. En examinant la part des exportations du Nigeria vers la Chine, il est évident que les combustibles minéraux et le produit de leur distillation constituent le principal produit de tous les principaux produits exportés. Cela signifie que les exportations du Nigeria étaient moins diversifiées et soutenues par la Chine (Kabiru & Dyah ,2019).

Table 1: China-Nigeria Bilateral Trade Statistics 2000-2010 (USD Million)

Year	China's Export to Nigeria. (In USD Million)	Nigeria's Export to China. (In USD Million)	Value of Trade Imbalance. In favor of china (In USD Million)
2000	563.9	291.9	271.0
2001	917.2	227.4	689.8
2002	1,047.1	121.3	925.8
2003	1,787.5	71.7	1,715.8
2004	1719.3	462.6	1,256.7
2005	2,305.3	527.1	1,778.2
2006	2,855.7	280.0	2,575.7
2007	3,800.2	537.5	3,262.7
2008	6,758.1	509.9	6,248.2
2009	5,476.0	897.0	4,579.0
2010	6,737.5	962.5	5,775.0

Source: World Trade Organization (2012).

L'analyse des données du tableau indique que le volume des échanges entre la Chine et le Nigéria a enregistré une croissance de 300 % entre 2000 et 2004 et de 600 % en 2010. Un autre point notable du tableau est qu'alors que le volume des échanges enregistrait une croissance considérable d'une année sur l'autre, la balance commerciale était en faveur de la Chine. Cela s'explique par le fait que les importations chinoises en provenance du Nigeria ont été constamment inférieures à ses exportations d'une année sur l'autre. L'analyse critique de ces statistiques commerciales a révélé que le volume des exportations chinoises vers le Nigéria représentait 93 % du total des échanges bilatéraux en 2010. Ce chiffre représentait 36,4% du volume total des échanges entre la Chine et la CEDEAO. Ce déséquilibre commercial a persisté à un niveau plus élevé actuellement. Par exemple, des données commerciales plus récentes de l'Institut sud-africain des affaires internationales ont révélé qu'en 2016, le Nigéria a importé des biens d'une valeur de 1,57 trillion de nairas de la Chine, tandis que ses exportations au cours de la même année étaient de 157,5 milliards, ce qui montre que le Nigéria a importé dix fois plus qu'il n'a exporté vers la Chine (NBS, 2022) Les données du premier trimestre du Bureau national des statistiques montrent qu'à la fin de l'année 2021, la valeur du déséquilibre commercial avait augmenté pour atteindre 23 milliards USD en faveur de la Chine (Ocholi et Okonkwo,2022).

Le rythme de l'engagement économique entre la Chine et le Nigéria s'est accéléré sous le régime du général Sani Abacha (1993-1998) en raison du statut de paria imposé au Nigéria par l'Occident et l'Amérique à la suite de violations des droits de l'homme. Le gouvernement nigérian a adopté l'engagement économique Chine-Nigeria comme un modèle commercial alternatif présentant un

avantage comparatif. Cet avantage comparatif s'est traduit par une forte augmentation des investissements directs étrangers (IDE) en provenance de Chine et par une hausse de 300 % des échanges commerciaux entre les deux pays. Cette évolution s'est traduite par la création d'un bureau commercial du Nigéria en Chine et d'un centre de développement des investissements et de promotion du commerce au Nigéria en 2006. Entre 2000 et 2010, le volume des échanges entre la Chine et le Nigéria est passé de moins de 2 milliards USD à 18 milliards USD, principalement en raison de la demande de pétrole et de l'implication des entreprises publiques et privées chinoises dans les secteurs de la fabrication et des TIC (Ocholi et Okonkwo,2022).

La balance commerciale a toujours été favorable à la Chine, d'année en année, de 2000 à aujourd'hui. Alors que la Chine exporte vers le Nigéria des produits manufacturés qui se chiffrent en milliers de milliards de dollars américains, le Nigéria exporte vers la Chine du pétrole et des produits primaires qui se chiffrent en milliards de dollars américains. Entre 2013 et 2016, les exportations chinoises de produits secondaires vers le Nigéria ont été 7,8 fois supérieures aux exportations nigérianes de produits primaires. Un autre impact négatif des investissements chinois sur l'économie nigériane est l'effet des opérations des entreprises chinoises au Nigéria sur les pertes d'emplois et la fermeture de l'industrie locale (Ocholi et Okonkwo,2022).

Sector/year Sector	Nature of investment	2006-2008 No. of firms	2007 Capita (N'million)	2007 Employment	2008 Capita (N'million)	2008 Employment
Oil exploration, quarrying and mining	Both joint venture and wholly owned	5	82	95	30	80
Manufacturing	Both joint venture and wholly owned	15	160	6,455	30	365
Agriculture	Both joint venture and wholly owned	2	–	–	12,650	100
Building and construction	Wholly owned	5	115	853	20	40
Trading	Both joint venture and wholly owned	14	78	433	62	140
Services	Wholly owned	7	17	670	30	210
Lumbering, timber and saw mills	Wholly owned	1	10	80	–	–
General		11	128	1,310	44	800
Total		60	590	9,896	12,866	1,735

Source: Compiled from the data supplied by NIPC

Selon la base de données des projets chinois du PPIAF de la Banque mondiale, en 2006, la CNOOC et la Chinese National Petroleum Corporation (CNPC) ont toutes deux acquis des intérêts substantiels dans l'exploration pétrolière au Nigeria. La CNOOC a acheté 45 % du bloc ML130 dans le delta du Niger, avec des réserves estimées à 600 millions de barils couvrant environ 500 miles carrés du champ pétrolifère d'Akpo et d'autres découvertes. L'offre totale de la CNOCC

s'élevait à 2,7 milliards de dollars américains. Par la suite, CNPC a acquis une participation de 51 % dans la raffinerie de Kaduna pour un montant total de 2 milliards de dollars. La raffinerie était conçue pour raffiner 110 000 barils de pétrole par jour. Cependant, en raison d'un manque d'entretien, sa capacité réelle n'était que de 70 % de cette capacité. À la suite de ces accords, les compagnies pétrolières appartenant à l'État chinois se sont engagées à investir au moins 5 milliards de dollars dans l'industrie pétrolière du pays (Gboyega &all, 2011). Avec une balance commerciale aussi déséquilibrée, il est important de mentionner l'impact du commerce international sur le Nigeria et sa population.

III- L'impact des échanges commerciaux au Nigeria

Selon la banque africaine de développement, la croissance du PIB réel du Nigeria est tombée à 3,3 % en 2022, alors qu'en 2021 elle était à 3,6%, principalement en raison d'une baisse de la production pétrolière. Cela a entraîné un recul de 5 % de l'ensemble de l'industrie, compensé par la progression des services (7 %) et de l'agriculture (2 %). La relation entre les performances à l'exportation et la croissance économique a été au centre de l'attention des économistes du développement et continuera à susciter des controverses sur la question de savoir si les performances en matière de croissance des exportations ont ou non un impact significatif sur la croissance économique d'un pays (BAD,2022).

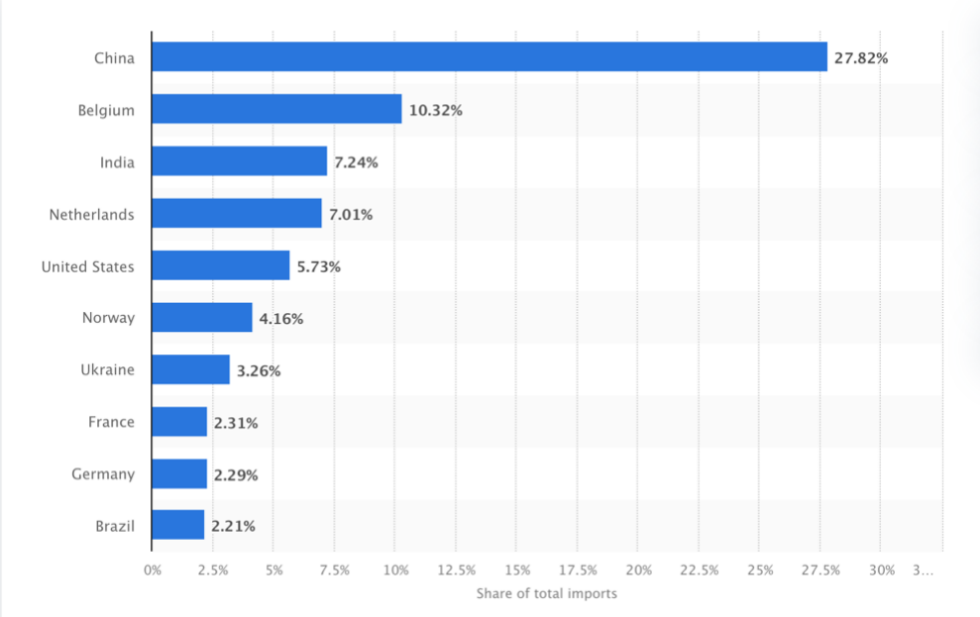
1- L'économie du Nigeria

La croissance économique du Nigeria dépend dans une large mesure de ses échanges avec d'autres nations, non seulement sur le plan politique et social, mais aussi sur le plan économique. Dans les années 1960, l'agriculture était le principal moteur de l'économie et le plus grand pourvoyeur de devises, et le gouvernement nigérian était en mesure d'exécuter des projets d'investissement grâce à ses propres ressources. Le gouvernement nigérian était en mesure de réaliser des projets d'investissement grâce à l'épargne nationale, aux recettes d'exportation des produits agricoles et aux aides étrangères (Egoro & Obah, 2017). Mais depuis l'avènement du pétrole comme source principale de revenus en devises au Nigeria depuis 1974, le tableau a été presque d'une stagnation générale des exportations agricoles. La promotion de la croissance économique est l'un des principaux objectifs du commerce international. Récemment, cela n'a pas été le cas parce que l'économie nigériane connaît encore des d'instabilité économique telle que l'instabilité des prix, un taux de chômage élevé et une balance des paiements défavorable. En outre, les avantages du commerce international n'ont pas été remarqués dans la croissance économique du Nigeria parce

que certains des biens importés dans le pays sont ceux qui causent des dommages à l'environnement et à l'économie locale en rendant leurs produits inférieurs et en les négligeant, ce qui a pour effet d'augmenter les coûts de production (Daniel Onogwu , 2019.)

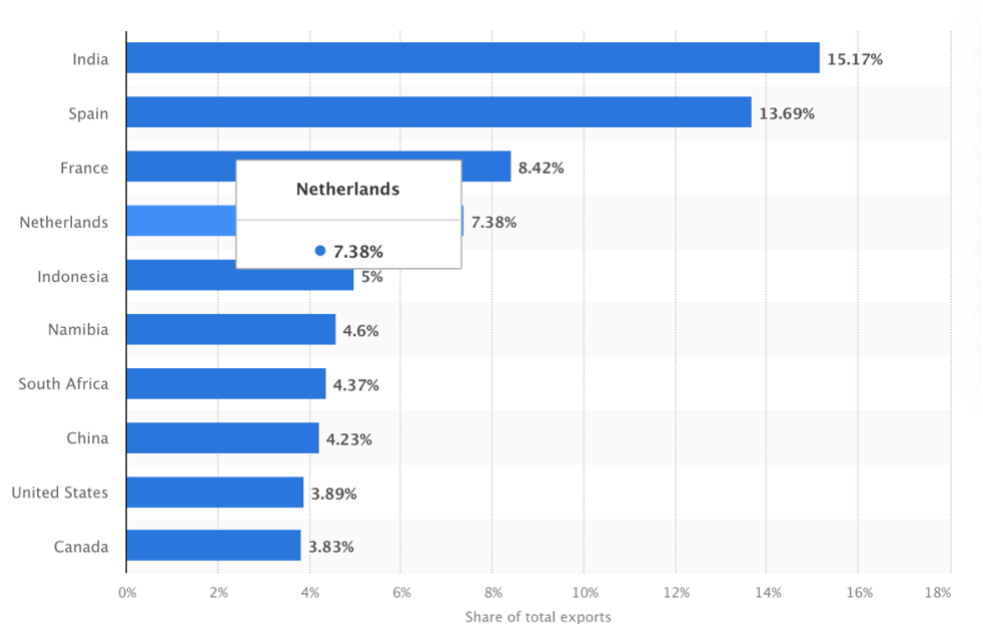
Le Nigeria est relativement ouvert au commerce, qui représente 23 % de son PIB. L'objectif de la politique commerciale du Nigeria est de promouvoir et de diversifier ses exportations en renforçant la compétitivité nationale et en encourageant la libéralisation par la réduction des subventions. Le pays exporte principalement du pétrole et du gaz de pétrole (les produits minéraux représentent 90 % des exportations totales), et des bateaux (3,4 %) ; tandis que les importations sont dominées par les produits minéraux (40 %), les machines (16,9 %), les produits chimiques (8,6 %), et les véhicules (6,5 %) les principaux partenaires du Nigeria en matière d'exportation sont l'Inde (12,6 % des exportations totales), l'Espagne (12 %), les Pays-Bas (9,6 %), les États-Unis (6,8 %) et la France (5,8 %). Ses principaux fournisseurs sont la Chine (22,7 % des importations totales), les Pays-Bas (10,4 %), l'Inde (7,9 %), les États-Unis (5,6 %) et la France (2,6 %) (Standard Bank,2023)

Sur la figure ci-dessous , nous pouvons voir les principaux partenaires commerciaux à l'exportation du Nigeria au 4e trimestre 2021.



Source : Statista 2023

Sur la figure ci-dessous , nous pouvons constater les principaux partenaires commerciaux à l'importation du Nigeria au 4e trimestre 2021



Source : Statista 2023

Selon la Banque de Développement Africaine, l'évolution récente du paysage économique du Nigeria a mis en lumière certaines des situations les plus difficiles des trois dernières décennies. Jusqu'en 2016, lorsque le PIB réel s'est contracté de 1,6 % et que l'économie est entrée en récession, le Nigeria a bénéficié d'une croissance robuste du PIB réel. Entre 2000 et 2004, le Nigéria a connu une accélération de sa croissance, avec une croissance moyenne de 11,1 % par an. Cette période a également été marquée par la plus forte croissance en pourcentage de la production de pétrole . En fait, la croissance du PIB reflète l'évolution de la production de pétrole. Le double effet de la contraction de la production pétrolière d'environ 15 %, due au vandalisme des terminaux de production par les insurgés du delta du Niger et à la chute du prix mondial du pétrole, a entraîné l'économie dans une récession en 2016 (BAD,2022).

Source: Authors' computations based on data from National Bureau of Statistics

Figure 3 : Variation de la production de pétrole production.

Entre 2000 et 2014, le pétrole a contribué en moyenne à 13,7 % du PIB, mais par la suite, cette part a chuté précipitamment à moins de 10 %, le secteur des services prenant de plus en plus d'importance. La baisse de la contribution s'explique en partie par le repassage du PIB en 2012, qui a mis les services au premier plan, mais surtout par la forte baisse de la production de pétrole et de gaz. En termes nominaux, la contribution du secteur des services au PIB du Nigéria a été en moyenne de 55,2 % depuis 2012, tandis que celle de la valeur ajoutée de l'agriculture a été en moyenne de 21,1 %, en baisse par rapport aux 27 % de la période 2000-2011. La part de l'industrie manufacturière est restée globalement inchangée au cours des deux périodes, avec une moyenne de 9,1 %, bien en dessous des 20 % des 48 pays les moins développés du monde. Par rapport aux années 1990, la contribution de l'industrie manufacturière à la croissance économique est restée relativement stable (BAD,2022) .

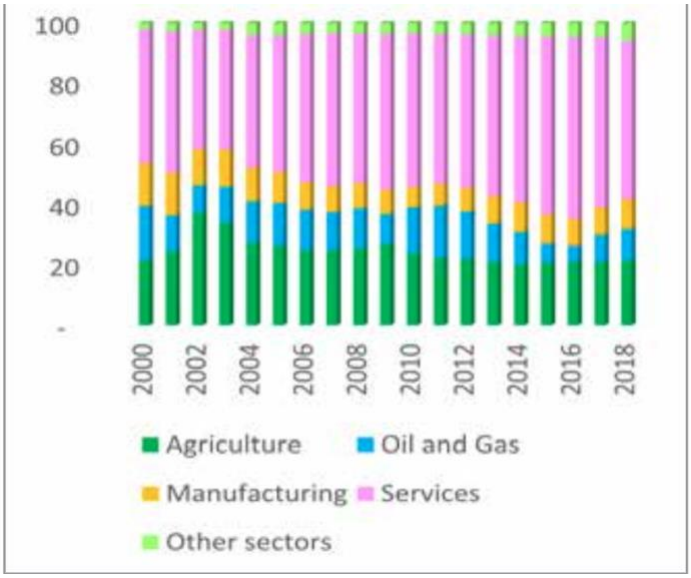
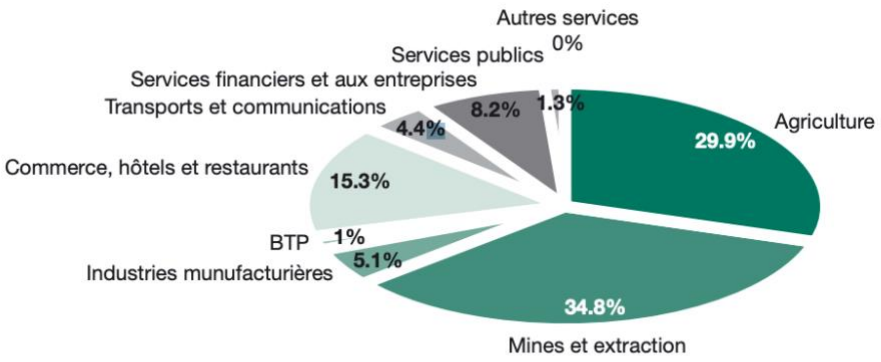


Figure 4: Composition sectorielle du PIB (en pourcentage)

La part de l'industrie manufacturière est restée globalement stable au cours des deux périodes, s'établissant en moyenne à 9,1 pour cent, soit bien moins que les 20 pour cent des 48 pays les moins développés du monde. Par rapport aux années 1990, la contribution de l'industrie manufacturière à la croissance du PIB réel. L'évolution de l'inflation des prix à la consommation au Nigeria a en fait diminué de près de moitié, reflétant la désindustrialisation croissante du Nigeria. En raison d'une baisse de la contribution de la valeur ajoutée manufacturière et d'une diminution de la part du pétrole et du gaz dans le PIB, la contribution de l'ensemble du secteur industriel a chuté de trois points de pourcentage pour atteindre une moyenne de 23,7 % au cours de la période 2012-2018, contre 26,7 % pour la période 2000-2011 (BAD,2022). À cet effet l'agriculture a représenté près un tiers du PIB en 2004, et les mines et l'extraction (le pétrole) environ 36%. La production de pétrole brut a été estimée à 2.5 millions de barils par jour (mbj), dont 2.05 millions exportés. À 55 dollars le baril en moyenne en 2005, le cours du Bonny Light (le brut de référence du Nigeria) avait gagné environ 11% l'année précédente, tiré par les cours mondiaux. Le commerce de gros est entré pour environ 15 pour cent dans le PIB en 2004, contre 5 pour cent seulement pour le secteur manufacturier, qui a pourtant connu une récente embellie (BAD,2022).



Source : Estimations des auteurs sur la base des données des autorités nationales.

Il faut noter que la balance des paiements du Nigeria est fortement tributaire des fluctuations du marché international du pétrole, car ce grand exportateur de brut importe lu aussi des produits pétroliers. Tiré par la hausse des cours du pétrole, le solde des opérations courantes du Nigeria, déficitaire de 2.7 pour cent du PIB en 2003, a dégagé un excédent de 4.6 pour cent en 2004, essentiellement sous l'effet du bond de l'excédent commercial, qui est passé de 17.3 pour cent du PIB en 2003 à 25.2 pour cent en 2004. Un excédent commercial légèrement plus élevé, à 26.9 pour cent du PIB, est prévu pour 2005 (BAD,2022).

2- L'impact du commerce international sur l'économie Nigériane

Le rôle du commerce extérieur dans le développement économique est considérable. Les économistes classiques et néoclassiques ont accordé une telle importance au commerce extérieur dans le développement d'une nation qu'ils l'ont considéré comme un moteur de croissance de production (Frankel & Romer, 1999).

Au cours des dernières décennies, les économies du monde sont devenues très interdépendantes grâce au commerce international et à la mondialisation. Le commerce extérieur a été identifié comme la partie la plus ancienne et la plus importante de l'économie extérieure d'un pays. Il joue un rôle vital et central dans le développement d'une économie mondiale moderne. Son impact sur la croissance et le développement des pays s'est considérablement accru au fil des ans et a contribué de manière significative à la croissance économique mondiale. L'impact du commerce extérieur sur l'économie d'un pays ne se limite pas aux gains quantitatifs, mais aussi aux changements structurels dans l'économie et à la facilitation des flux de capitaux internationaux.

Le commerce renforce l'efficacité de la production de biens et de services grâce à l'allocation de ressources aux pays qui disposent d'un avantage comparatif dans leur production (Frankel & Romer, 1999).

Le tableau ci-dessous comprend les variables suivantes : variable intérieure brute réelle (PIBR), valeur des exportations non pétrolières, valeur des exportations non pétrolières, valeur des exportations non pétrolières, valeur des importations non pétrolières, variable dépendante : PIB, et méthode : moindres carrés. L'Échantillon est de 1990 à 2015, observations incluses : 26

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	41565.27	7142.036	5.819807	0.0001
EXPT	589.9270	186.7879	3.158271	0.0046
IMPT	-220.2108	218.8166	-1.006371	0.3252

R-squared	0.862610	Mean dependent var	36095.70
Adjusted R-squared	0.843875	S.D. dependent var	17039.52
S.E. of regression	6732.765	Akaike info criterion	20.60800
Sum squared resid	9.97E+08	Schwarz criterion	20.80155
Log likelihood	-263.9040	Hannan-Quinn criter.	20.66373
F-statistic	46.04272	Durbin-Watson stat	1.084622
Prob(F-statistic)	0.000001		

Les exportations (EXP) ont un effet positif sur la croissance (PIB) comme l'indique un coefficient de -589,9270 et statistiquement significatif à 1%. Cela signifie que l'augmentation des exportations a un impact positif sur la croissance, c'est-à-dire que la croissance augmente avec l'augmentation des exportations et vice versa.

Les importations (IMP) ont un impact négatif sur la croissance (PIB), comme l'indique la valeur du coefficient de -220,2108 et statistiquement non significatif à 33%. Cela signifie que les importations ont une relation inverse avec la croissance, c'est-à-dire que plus les valeurs des importations sont élevées, plus le taux de croissance est faible et vice versa (Agbo & all,2018).

Shuaib (2011) a examiné l'impact de l'investissement étranger direct (IED) et du commerce sur la croissance économique du Nigeria. Prenant en compte l'existence possible de l'endogénéité de la modélisation des d'endogénéité de l'investissement étranger direct, et a utilisé la technique des moindres carrés ordinaires (OLS) par le biais des forfaits statistiques Gretl pour explorer les liens possibles entre l'IDE, le commerce et la croissance économique au Nigéria, le commerce et la croissance économique au Nigeria. Les résultats ont révélé que les investissements directs

étrangers et le commerce ont un impact significatif sur la croissance économique du Nigeria. Bien que l'impact global des investissements directs étrangers et du commerce sur la croissance économique n'est peut-être pas significatif, mais les composantes des investissements directs étrangers et du commerce ont un impact significatif sur la croissance économique du Nigeria.

Une étude a été faite au Nigeria par Muritala , Oluseyi & Olubunmi en 2019,cette étude permettait d'examiner la nature des relations commerciales entre le Nigeria et la Chine en tant que perspective de croissance et de développement nationaux, les questions posées vont de l'opinion des répondants sur la question de savoir si le Nigeria tire profit de ses relations commerciales avec la Chine, les produits que le Nigeria échange habituellement avec la Chine ; les avantages les plus importants que le Nigeria retire de ses relations avec la Chine à l'heure actuelle ; le degré de préparation et d'équipement des agences nigérianes pour l'équilibre des échanges avec la Chine, l'évaluation de la politique d'une seule Chine et de l'échange de devises sur la croissance économique du Nigeria, a été demandé. Dans leurs réponses à la question des répondants (tableau 1), 80 % des répondants ne sont pas d'accord avec l'idée que le Nigeria bénéficie de la Chine, tandis que 20 % sont d'accord avec l'idée que le Nigeria bénéficie de la Chine. Il est intéressant de noter que la plupart des personnes interrogées qui ne sont pas d'accord sont des fonctionnaires et quelques membres d'entreprises, tandis que les personnes interrogées de la NACCIMA et de MAN sont des entrepreneurs, des hommes d'affaires et des propriétaires d'industries, pensent que le Nigeria tire profit de son commerce avec la Chine.

Table 1. Respondents opinion on Nigeria – China trade relation

S/No	Views	Yes	No
i	Nigeria has huge prospect trading with China	80%	20%
ii	The prospect is yet to be fully tapped	90%	10%
iii	Poor institutional framework is Nigeria problem	100%	-
iv	China government support institutional development in Nigeria	80%	20%

En décryptant les raisons de la faiblesse du cadre institutionnel au Nigeria, les personnes interrogées pensent qu'elle est due aux éléments suivants d'une mauvaise préparation et d'un manque d'équipement des agences nigérianes dans l'élaboration de politiques visant à garantir l'équilibre des échanges avec la Chine. Selon l'une des réponses de l'entretien clé mené avec un fonctionnaire de l'immigration, elle a convenu que le problème n'est pas nécessairement lié à une mauvaise préparation ou à l'absence de politiques, c'est la mauvaise mise en œuvre qui se caractérise par la corruption. L'agent a donné un exemple de visites régulières qui sont statutairement effectuées dans les industries détenues par des Chinois pour vérifier la conformité

aux réglementations sur le développement du contenu local au Nigéria. Les réalités obtenues étaient que ces réglementations n'étaient pas respectées, mais que les fonctionnaires finissaient par être "réglés" et n'appliquaient donc pas les réglementations.

En réponse à la question sur la relation qui existe entre les relations commerciales du Nigeria avec la Chine et le développement de l'industrie locale dans le pays, les représentants du gouvernement et les entrepreneurs locaux ont été unanimement que les relations commerciales entre le Nigeria et la Chine ont un impact sur le développement de l'industrie locale au Nigeria, comme le montre le tableau ci-dessous.

S/No	Views	Yes	No
i	Government Officials	90%	10%
ii	Local Entrepreneur (Traders/MAN/NACCIMA)	90%	10%

Tableau 2 : Les relations commerciales du Nigeria avec la Chine constituent un problème pour le développement de l'industrie locale au Nigeria

cependant, le rapport de la session d'entretien a donné des raisons différentes sur la façon dont la relation affecte le développement de l'industrie locale. Certains fonctionnaires ont fait valoir que la Chine déverse depuis des années ses produits bon marché, comme les textiles, au Nigeria au fil des ans, tuant ainsi les industries textiles nigérianes dans les États de Kaduna, Sokoto et Zamfara. D'autres affirment que l'augmentation des achats de produits déjà fabriqués à bas prix en Chine empêche les fabricants locaux du Nigeria de produire en raison de l'augmentation des coûts de production. Toutefois, l'entrepreneur local semble convenir que le problème est dû au déséquilibre commercial occasionné par le fait que les importations du Nigeria sont supérieures aux exportations. L'entrepreneur local est également d'avis que la diversification de la production chinoise pour répondre à une partie infime des besoins des Nigérians, comme les cure-dents, entre autres, ne peut pas être imputée aux Chinois, mais plutôt à l'entrepreneur nigérian qui n'a pas su s'adapter à la situation.

Ensuite les personnes interrogées ont identifié les défis suivants auxquels sont confrontées les relations commerciales entre le Nigeria et la Chine. Ces défis sont les suivants l'absence de politiques cohérentes à l'égard de la Chine ; la mauvaise mise en œuvre des politiques ; la mauvaise utilisation des TIC dans les affaires et le commerce ; le manque de patriotisme de la part des dirigeants nigérians ; la corruption, le manque de capital et de subventions de la part des

entrepreneurs ; le manque de soutien du gouvernement aux fabricants, la mauvaise connaissance des opportunités existantes et le manque de coopération entre les hommes d'affaires des deux pays. Cependant, en répondant à la question de savoir dans quelle mesure les défis soulignés ci-dessus affectent les relations commerciales entre le avec la Chine, comme le montre le tableau ci-dessous, toutes les personnes interrogées sont d'accord pour dire que ces défis affectent les relations dans une large mesure.

S/No	Views	To a great extent	To an extent	Not at all
i	Government Officials	100%	-----	----
ii	Local Entrepreneur (Traders/MAN/NACCIMA)	100%	------	-----

Tableau 4 : Mesure dans laquelle les défis mis en évidence affectent les relations commerciales entre la Chine et le Nigeria.

La nature des relations commerciales entre le Nigeria et la Chine est telle que 80% des personnes interrogées, principalement des fonctionnaires et quelques entrepreneurs, ne sont pas d'accord avec le fait que le Nigeria bénéficie de ses relations commerciales avec la Chine. NACCIMA et MAN sont d'accord pour dire que le Nigeria bénéficie de ses échanges avec la Chine. Ceci est en accord avec Tull (2006) ; Utomi (2007) et d'autres, selon lesquels le commerce entre le Nigéria et la Chine favorise toujours la Chine plutôt que le Nigéria. Toutefois, l'entrepreneur local qui produit et exporte directement des produits vers la Chine a révélé qu'en termes de quantité et de technologie impliquées, il y a un déséquilibre, mais en termes d'efforts mis en place entre une décennie et l'autre, plus de produits ont été exportés vers la Chine. On pourrait dire que même si le déséquilibre existe, des efforts supplémentaires sont en cours, ce qui montre que le Nigéria fournit des efforts frénétiques pour répondre aux besoins locaux et exporter également. Toutefois, les principaux produits que le Nigeria échange avec la Chine sont le manioc, les chaussures, le bois, le gingembre, les noix de cajou, les peaux, les cure-dents, etc. Mais le développement des infrastructures et le financement sont les principaux avantages que le Nigeria retire de ses échanges avec la Chine, alors qu'il doit encore bénéficier du transfert de connaissances, du développement des petites et moyennes entreprises et de la création d'emplois grâce au commerce avec la Chine.

Cette étude a révélé que les représentants du gouvernement ne croient pas à la possibilité de créer davantage de PME dans le pays grâce aux relations commerciales avec la Chine, alors que les entrepreneurs locaux estiment que les relations commerciales entre le Nigéria et la Chine sont un

atout. Les réponses des fonctionnaires peuvent être considérées comme le résultat d'une apathie de la part du gouvernement. Cela s'explique par le fait que ce que le directeur du bureau du SMEDAN a déclaré que le commerce du Nigeria avec la Chine avait ouvert de nouvelles entreprises au Nigeria, car les entrepreneurs nigérians ont tendance à satisfaire les besoins de leurs clients. Non seulement ces nouvelles entreprises sont liées à l'agriculture, comme la production de gingembre et de manioc, sont en augmentation au Nigeria, tandis que l'exportation massive de sandales et de chaussures fabriquées localement à Aba, au Nigeria, vers la Chine, comme l'atteste le bureau d'Abia de la SMEDAN.

Cette explication pourrait toutefois servir d'argument aux responsables gouvernementaux et aux entrepreneurs locaux pour justifier l'absence de relations commerciales entre le Nigeria et la Chine. En outre, l'impact du dumping de la Chine sur les industries textiles au Nigeria, l'augmentation des achats de l'achat accru de produits déjà fabriqués à bas prix en Chine met les fabricants locaux du Nigeria hors d'état de produire. Toutefois, l'entrepreneur local semble convenir que le problème est dû au déséquilibre du commerce, c'est-à-dire au fait que les importations du Nigéria sont supérieures à ses exportations et que la Chine s'est diversifiée pour répondre à une partie des besoins des Nigérians, tels que l'eau, l'électricité et l'énergie (Muritala & all 2019)

3- La relation entre le commerce et la croissance économique

Les liens théoriques entre le commerce et la croissance économique ont été largement discutés, mais de nombreuses controverses subsistent quant à leurs effets réels. Les arguments en faveur du commerce remontent à l'école classique de pensée de la pensée économique classique qui a débuté avec Adam Smith. Les économistes ont fait des efforts soutenus pour répertorier les coûts des barrières commerciales en termes de bien-être et pour mettre l'accent sur les avantages du commerce afin de promouvoir les politiques visant à inverser les pratiques protectionnistes. En fait, les théoriciens de la nouvelle croissance soutiennent que l'analyse traditionnelle a eu tendance à sous-estimer systématiquement les coûts de bien-être du protectionnisme parce qu'elle a ignoré les effets de l'introduction de nouveaux biens sur le progrès technologique, la production nationale et la croissance associée au libre-échange (Obadan, & Okojie, 2010).

Nwaba (1999) conclut en soulignant que si l'ouverture d'une économie au commerce n'apporte pas la solution rapide souhaitée, la suppression ou l'assouplissement des restrictions quantitatives à l'importation et à l'exportation et l'abaissement des droits de douane se traduiraient par une

augmentation de la croissance des exportations. Dans notre étude de cas sur le Nigeria, on utilisera la théorie endogène, car elle a pour but de montrer comment les pays peuvent travailler avec le processus de mondialisation pour trouver des activités complémentaires (comme l'éducation et la reconversion) et des réglementations (comme l'éducation et la reconversion) et des cadres réglementaires qui les aident à survivre et à percevoir la rente des multinationales à l'intérieur de leurs frontières politiques et économiques. Cependant, Romer (1990) a souligné que la croissance endogène ne se produit pas par hasard. Il a identifié quatre conditions préalables à la croissance, à savoir : Le capital - mesuré en unités de biens de consommation ; le travail - compétences disponibles dans un corps humain en bonne santé ; le capital humain - activités telles que l'éducation formelle et la formation sur le lieu de travail, qui sont spécifiques à chaque personne.

a- Le capital

Une nation qui doit atteindre son objectif de développement économique a besoin d'une formation de capital ou d'une accumulation de capital. Toutefois, le développement économique peut être mesuré par la construction de biens d'équipement à une échelle suffisante pour augmenter la productivité dans l'agriculture, l'exploitation minière, les plantations et/ou l'industrie, d'une part. D'autre part, le capital est nécessaire à la construction d'écoles, d'hôpitaux, d'hôpitaux et d'installations sanitaires, le capital est nécessaire pour construire des écoles, des hôpitaux, des routes, des chemins de fer, des niveaux de vie, des activités de recherche et de développement, etc. (Jhingan, 2006 ; Ainabor, Shuaib & Kadiri, 2014). L'essence du développement économique est la création de capitaux (ou de coûts) économiques et sociaux qui conduit à une augmentation de la production nationale et/ou du revenu par la création d'opportunités d'emploi et/ou la réduction du cercle vicieux de la pauvreté, tant du côté de la demande que du côté de l'offre.

Dans le travail de Bakare (2011), il a affirmé que la formation de capital influence le bien-être économique d'un pays. Elle permet de répondre à tous les besoins d'une population croissante dans une économie en développement. Elle conduit à l'exploitation appropriée des ressources naturelles et à l'établissement de différents types d'industries, les niveaux d'augmentation et les besoins variés de la population sont satisfaits. Ils consomment une variété de produits, leur niveau de vie augmente et leur bien-être économique s'accroît. La formation de capital augmente le niveau du revenu national. Bakare (2011) a utilisé la cointégration pour vérifier la relation entre la formation

de capital et la croissance économique, ses résultats ont montré que la formation de capital a une relation directe avec la croissance économique du Nigéria.

Ugwuegbe et Uruakpa (2013) ont étudié l'impact de la formation de capital sur la croissance économique au Nigeria. Pour analyser l'impact de la formation de capital, de la capitalisation boursière, du taux d'inflation et du taux d'intérêt sur la croissance économique, l'étude a utilisé la technique des moindres carrés ordinaires (MCO). Pour tester les propriétés des séries temporelles, le test de Phillip-Perron a été utilisé pour déterminer la stationnarité des variables et il a été découvert que la formation brute de capital fixe et la croissance économique sont intégrées d'ordre zéro I (0), le test de co-intégration de Johansen a été utilisé pour déterminer l'ordre d'intégration tandis que le modèle de correction d'erreur a été utilisé pour déterminer la vitesse d'ajustement à l'équilibre. Les résultats empiriques suggèrent que la formation de capital a un impact positif et significatif sur la croissance économique au Nigeria pour la période considérée.

Kanu & Ozurumba, (2014) ont examiné l'impact de la formation de capital sur la croissance économique du Nigéria en utilisant la technique des régressions multiples. Il a été établi qu'à court terme, la formation brute de capital fixe n'avait pas d'impact significatif sur la croissance économique, tandis qu'à long terme, l'estimation du modèle VAR indique que la formation brute de capital fixe, les exportations totales et les valeurs retardées du PIB ont des relations positives à long terme avec la croissance économique au Nigéria. Il a également été établi qu'il existe une relation inverse entre les importations (IMP), l'épargne nationale totale (TNSV) et la croissance économique. Tandis que le PIB présente une relation causale unidirectionnelle avec les exportations (EXP), la formation brute de capital fixe (FBCF), les importations (IMP) et l'épargne nationale totale (TNSV).

b- Le capital humain

Le capital humain peut être défini comme le stock total de connaissances, d'aptitudes, de compétences et de capacités d'innovation que possède la population. Parmi les changements les plus importants qui caractérisent, le 21e siècle figure « l'importance croissante de la connaissance en tant que moteur de la croissance économique, la révolution de l'information et de la communication, l'avènement d'un marché du travail mondial et les transformations sociopolitiques globales » (Banque mondiale,2002). Le développement du capital humain est devenu un élément central des efforts de développement des pays en voie de développement, dans le cadre de la stratégie de Lisbonne.

En effet, « l'avantage comparatif entre les nations découle de moins en moins des ressources naturelles et d'une main-d'œuvre bon marché, et de plus en plus des innovations techniques et de l'utilisation compétitive des connaissances » (Banque mondiale,2002).

Au niveau individuel, le capital humain est un facteur influent qui détermine le revenu d'une personne, son statut professionnel et la mobilité de sa main-d'œuvre. Au niveau de l'organisation industrielle, le capital humain est un actif important de l'entreprise et l'autonomisation du capital humain est liée à une augmentation de la concurrence internationale. Au niveau global, le rôle crucial du capital humain a permis d'améliorer les performances économiques globales d'un pays. Plus précisément, le capital humain qualifié et adaptable est un catalyseur nécessaire au développement économique national et, en particulier, les pays en développement doivent tirer parti des divers potentiels offerts par l'explosion de nouvelles connaissances et l'accélération des changements technologiques dans le monde.

Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE, 2001), le capital humain est décrit comme les connaissances, les aptitudes, les compétences et les attributs incarnés par les individus qui facilitent la création d'un bien-être personnel, social et économique. Il n'en reste pas moins que le capital humain est un élément majeur du développement national et le concept met l'accent sur l'amélioration continue et régulière des connaissances, des compétences et des aptitudes. Il s'agit donc d'une incarnation de la formation, de l'éducation et d'autres programmes de développement professionnel qui augmentent considérablement les niveaux de connaissances, de compétences, d'aptitudes, de valeurs et d'atouts sociaux d'une personne, ce qui aboutit finalement à des performances satisfaisantes. Ikpesu (2014) a identifié trois facteurs distinctifs de capital qui sont des éléments essentiels du processus entrepreneurial : le capital humain, le capital financier et le capital social. Le capital humain désigne généralement les compétences, l'expérience et l'éducation que les entrepreneurs possèdent et utilisent dans la création et la gestion d'une entreprise dans le but de créer de la richesse. D'autre part, le capital financier englobe la somme d'argent et les fonds propres dont disposent les entrepreneurs pour l'achat d'autres facteurs de production pour les start-ups, tandis que le capital social est la capacité des entrepreneurs à construire des réseaux sociaux qui peuvent ajouter de la valeur à leur entreprise. Les facteurs décrits ci-dessus sont essentiels au développement de l'esprit d'entreprise.

En effet, le potentiel offert par l'explosion de nouvelles connaissances et l'accélération des changements technologiques exigent que l'on se penche sur la question de savoir comment

favoriser l'investissement dans le capital humain. Le redressement économique du Nigeria, comme celui d'autres États africains, repose sur le développement de l'esprit d'entreprise chez les diplômés nigérians, qui leur assurera leur sécurité économique et leur avenir.

Selon Rosen (1999) le capital humain comme "un investissement que les gens font en eux-mêmes pour augmenter leur productivité". En outre, le concept de capital humain a également été défini comme "un amalgame de facteurs tels que l'éducation, l'expérience, la formation, l'intelligence, l'énergie, les habitudes de travail, la fiabilité et l'initiative qui affectent la valeur d'un travailleur. L'initiative qui affecte la valeur du produit marginal d'un travailleur" (Frank et Bemanke, 2007).

L'économie mondiale s'oriente vers des secteurs davantage fondés sur la connaissance (tels que la recherche et le développement, les produits pharmaceutiques et les TIC), a encouragé les décideurs politiques à s'intéresser de plus près aux compétences et à la formation. Les décideurs politiques ont été encouragés à accorder une attention plus critique au développement des compétences et du capital humain (OCDE, 1996). La théorie du capital humain de base, qui est un affinement de la théorie de la productivité marginale, est depuis lors devenue un moyen dominant de comprendre la productivité marginale et le développement du capital humain. Cette théorie a été largement façonnée par Gary S. Becker, un étudiant américain de Theodore Schultz. La théorie du capital humain considère l'éducation et la formation comme un investissement dans les aptitudes et les compétences (Becker, 1964). Elle considère que les revenus sur le marché du travail dépendent de l'information et des compétences de l'individu. Il est également avancé que, sur la base d'attentes rationnelles en matière de retour sur investissement, les individus décident de l'éducation et de la formation qu'ils reçoivent afin d'augmenter leur productivité, c'est-à-dire que les investissements dans le capital humain dépendent des coûts d'acquisition des compétences et des bénéfices qui en découlent (Becker, 1964).

En réponse aux changements actuels du marché mondial, la plupart des entreprises ont adopté la notion de capital humain en tant qu'avantage concurrentiel permettant d'améliorer les performances. Le développement du capital humain s'inscrit dans le cadre d'un effort global visant à atteindre la rentabilité et la performance de l'entreprise. Par conséquent, les entreprises doivent comprendre le capital humain afin d'accroître la satisfaction des employés et d'améliorer les performances. Bien qu'il soit largement admis que le capital humain a un effet positif sur les performances de l'entreprise, la notion de performance du capital humain reste largement indiscutable. L'environnement commercial en constante évolution exige des entreprises qu'elles

s'efforcent d'obtenir des avantages concurrentiels supérieurs par le biais de plans d'entreprise dynamiques qui intègrent la créativité et la capacité d'innovation. Ceci est essentiellement important pour leur viabilité à long terme. Il ne fait aucun doute que les ressources humaines jouent un rôle important dans l'amélioration de la compétitivité de l'entreprise. D'emblée, des études substantielles ont été menées sur le capital humain et ses implications sur les performances de l'entreprise et il est évident que l'amélioration du capital humain se traduira par une plus grande compétitivité et des performances accrues (Barney, 1995).

c- La formation du capital humain : cas du Nigeria

La formation de capital est analogue (ou préalable) à l'augmentation du stock de capital physique d'une nation, avec des investissements dans les infrastructures sociales et économiques. D'une nation avec l'investissement dans les infrastructures sociales et économiques. La formation brute de capital fixe peut être classée en investissement intérieur privé brut et en investissement intérieur public brut. L'investissement public brut comprend l'investissement du gouvernement et/ou des entreprises publiques. L'investissement intérieur brut est équivalent à la formation brute de capital fixe plus les variations nettes du niveau des stocks. La formation de capital peut conduire à la production de biens matériels (usines, outils et machines, etc.) et/ou de biens immatériels (c'est-à-dire un niveau qualitatif & élevé d'éducation, de santé, de tradition scientifique et de recherche) dans un pays (Ainabor, 2014). La relation entre l'investissement domestique, l'investissement public et le PIB de l'économie nigériane permet de montrer la formation de capital qui augmente la production nationale et le revenu national. Au Nigeria, la production par habitant est faible, ce qui s'explique par le fait que le revenu par habitant est faible, ce qui empêche le développement économique. Pour que le développement économique soit possible au Nigeria, il faudrait que l'épargne intérieure passe de 4 % à environ 12 % du revenu national, que le marché s'étende, que des investissements soient réalisés dans les biens d'équipement, que le taux de population diminue, que le déséquilibre des paiements soit corrigé, que la dette extérieure diminue, que la pression inflationniste soit maîtrisée, etc (Bakare, 2011, Ainabor, et. Al., 2014) .

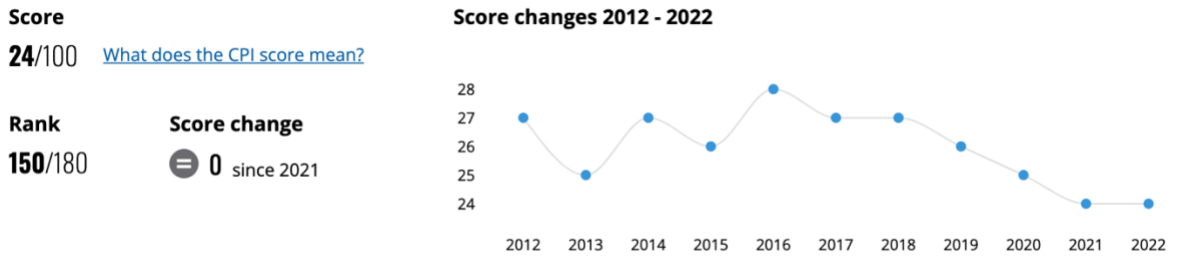
Ces points ne sont possibles que s'il existe un taux rapide de formation de capital dans le pays, c'est-à-dire si une proportion plus faible du revenu ou de la production actuels de la communauté est consacrée en partie à la consommation et/ou si l'autre partie est épargnée et/ou investie dans le capital ou l'équipement industriel. Récemment, le pourcentage de l'investissement domestique

et/ou de l'investissement public a diminué drastiquement, ce qui résulte du déséquilibre des variables macroéconomiques : telles que le taux d'inflation, les fluctuations du taux de change l'équilibre de la balance des paiements, taux d'endettement extérieur élevé ; l'augmentation de la population, la corruption, etc.(Bakare, 2011, Ainabor, et. Al., 2014). La situation s'est encore aggravée lorsque les prix du pétrole brut ont chuté de manière significative au sein de l'OPEC. Cette situation a eu un effet inverse sur les pays qui dépendaient du pétrole brut ou de l'agriculture (monoéconomie), comme le Nigeria. En d'autres termes, au Nigeria, le taux de croissance est passé de 7 % à 4,2 %. Cela a conduit à la dévaluation des monnaies et/ou à d'autres mesures budgétaires et fiscales strictes, telles que la réduction des impôts et des taxes. La tentative délibérée de faire correspondre l'unité de la monnaie nationale avec une autre monnaie plus particulièrement le dollar américain, qui est la monnaie la plus courante pour l'échange de biens et de services (Ainabor, 2014). Au cours du programme d'ajustement structurel (PAS) de 1986, le gouvernement du Nigeria a considéré la nécessité d'améliorer la formation de capital et a poursuivi une réforme économique qui a mis l'accent sur le secteur privé. Les réformes du secteur public devaient garantir que les taux d'intérêt soient réduits (ou positifs) en termes réels et/ou qu'ils encouragent l'épargne, et ainsi garantir que les fonds investis soient facilement disponibles pour les secteurs réels. En outre, les réformes devaient conduire à l'efficacité et à la productivité du travail, à l'utilisation efficace des ressources économiques, à l'augmentation de la production globale et à la réduction des coûts (Ainabor, 2014). Par exemple, au cours des années 1980 jusqu'à aujourd'hui, le pourcentage de la formation brute de capital fixe a diminué ou fluctué au Nigeria, malgré le programme SAP. Les fluctuations de la formation de capital entre 1980 et 2013 résultent de déséquilibres macroéconomiques tels que la détérioration du taux de change, l'augmentation du niveau général des prix, un taux d'intérêt réel élevé, une inflation à deux chiffres et/ou un taux élevé de corruption dans le secteur public. En outre, l'inadéquation des infrastructures économiques telles que la production épileptique d'électricité, les réseaux routiers déplorables ainsi que les mauvaises sont également responsables de la baisse de la formation de capital (Bakare, 2011, Ainabor, et. Al., 2014)

IV- La corruption au Nigeria

La corruption a été identifiée comme un défi majeur pour le développement national au Nigeria.

Depuis une cinquantaine d'années, la corruption se manifeste sous la forme de pots-de-vin, d'escroquerie, de pillage du Trésor, de vol de subventions et de pensions, de surfacturation du coût de projets ou de contrats, de blanchiment d'argent, de fraude aux avances de frais, d'indiscipline générale, de favoritisme et de népotisme. La nature profonde de la corruption et ses inconvénients ont valu au Nigeria toutes sortes de classements par l'agence mondiale de surveillance de la corruption, Transparency International (TI), qui a déjà placé le Nigeria au cinquième rang des pays les plus corrompus parmi plus de 100 pays du monde étudiés (T1 2005). Malgré la promesse de lutter contre la corruption avant et après la prise de fonction en 2015, le niveau de corruption est resté très élevé sous l'administration actuelle du président Buhari. En 2019, le Nigeria a été classé 148e sur les 180 pays évalués par Transparency International et en 2022, le Nigeria est classé 150e. La culture de la corruption est devenue tellement ancrée dans la vie sociale que certaines expressions sont entrées dans le lexique social du pays.



Source : Transparency inernational,2022

Les causes de la corruption au Nigeria ne peuvent pas s'écarter de manière significative, voire pas du tout, des facteurs susmentionnés. Toutefois, l'obsession du matérialisme, la recherche d'un raccourci vers la richesse, la glorification et l'approbation [des richesses mal acquises] par le grand public sont autant de raisons qui expliquent la persistance de la corruption au Nigeria. Il a été noté que l'un des indices populaires, mais malheureux, de la qualité de vie au Nigeria est la richesse flamboyante et la consommation ostentatoire. Pour cette raison, certaines personnes se livrent à des activités douteuses, notamment "commettre des meurtres rituels pour gagner de l'argent" (Ogunwezeh ,2005). Le taux embarrassant de corruption n'a cessé d'attirer l'attention du monde entier sur le Nigeria et de faire parler de lui pour de mauvaises raisons. Cela a conduit les administrations successives à tenter de lutter contre la corruption publique et privée. Parmi ces tentatives, on peut citer la révolution éthique de l'administration Shagari, la guerre contre l'indiscipline (WAI) du régime Buhari-Idiagbon dans les années dans les années 1980, la guerre

contre l'indiscipline et la corruption (WAIC) menée par le régime d'Abacha dans les années 1990 et la récente campagne de lutte contre les pratiques de corruption (Corrupt Practices).

Les causes de la corruption sont nombreuses et variées. Svensson (2005), dans une étude empirique des pays les plus corrompus du monde, y compris le Nigeria, en utilisant l'IPC 2003 de TI, a établi qu'il existe une forte relation entre le revenu et la corruption.

D'autres facteurs sont la corruption et le développement humain, la régulation du marché par le gouvernement et la liberté insuffisante des médias. Tanzi (1998), dans une étude similaire, a identifié les causes de la corruption dans le secteur public, comme étant la réglementation excessive du marché et des autorisations par le gouvernement. Il s'agit également de décisions de dépenses telles que la fourniture de biens à des prix inférieurs à ceux du marché, comme les subventions sur les produits pétroliers et les comptes extrabudgétaires, comme le compte d'excédent de pétrole brut au Nigeria. D'autres sont le financement des partis politiques, le niveau des salaires dans le secteur public et le système de sanctions. En 2006, le groupe de la Banque africaine de développement (BAD) affirme que les pratiques corrompues deviennent l'exception plutôt que la norme si la probabilité d'être pris est élevée, si les conséquences une fois prises sont prévisibles et sévères, et si elles sont généralement condamnées par la société.

Ogunwezeh (2005) affirme que la peur ou la quête de la pauvreté a été la force motrice des actes de corruption. Les personnes haut placées ne veulent pas retourner à l'abjection après leur service. Dans le même ordre d'idées, les gens attendent de la fonction publique pour initier un changement de situation financière ou de fortune. L'escalade de la pauvreté dans le pays , causée par des politiques économiques mal mises en œuvre et des détournements de fonds, entre autres, culmine dans la pauvreté d'État et de masse, dont la peur pousse les gens à saisir les opportunités qui s'offrent à eux. D'autres actes tels que 419, le trafic de drogue et le blanchiment sont des manifestations "privées" du syndrome de la mentalité de pauvreté.

Il n'en reste pas moins que les avantages que le Nigeria pourrait tirer des investissements chinois dans le pays dépendent en fin de compte de ce que les Nigérians font pour eux-mêmes. Une gouvernance acceptable est une condition préalable aux types d'investissements essentiels pour le Nigeria, tels que la valorisation des ressources pétrolières du pays. Il est intéressant de noter qu'il est généralement admis que la durée de l'engagement et le type d'investissement constituent la principale garantie qu'un investissement servira les intérêts du pays d'accueil. Les entreprises qui ont des actifs fixes, tels que des usines ou d'autres infrastructures, ont beaucoup plus intérêt à la

stabilité et à un gouvernement responsable que les opportunistes à court terme ou les investisseurs offshore. Les économies enclavées, que représente l'industrie pétrolière du Nigeria, posent un problème, car la génération de revenus est physiquement confinée à de petites localités, les principaux marchés étant ceux des pays en développement (Tanzi ,1998),.

Les principaux marchés pour les produits sont internationaux. Cela rend "la santé économique générale des zones situées en dehors de l'enclave tout à fait secondaire, voire sans intérêt". Dans les économies d'enclave, les élites ne profitent donc guère d'une prospérité économique profonde et croissante de la masse de la population" (Leonard et Straus, 2003, p. 13). C'est certainement le cas du Nigeria, et les dirigeants d'Abuja ont rarement cherché à promouvoir un développement à grande échelle (ce qui inclut l'entretien des infrastructures). Au lieu de cela, ils se sont concentrés sur le contrôle d'économies enclavées dans des espaces géographiques plutôt limités et sur le maintien de relations douillettes avec les multinationales. Cette même logique s'est traduite par un manque d'énergie pour essayer de diversifier les principaux produits d'exportation, avec tous les problèmes que cela implique vis-à-vis de l'Union européenne (Tanzi ,1998).

Avec tous les problèmes que cela implique en matière d'effondrement et de fluctuation des prix. Mais le type d'investissement que la Chine réalise au Nigeria est très différent. Oui, la Chine s'implique fortement dans l'industrie pétrolière nigériane, avec les problèmes qui en découlent. Mais les entreprises chinoises pénètrent aussi de plus en plus l'économie nigériane dans l'économie nigériane dans d'autres domaines et, contrairement à presque tous les autres acteurs étrangers dans le pays, elles établissent des actifs fixes dans l'optique d'un développement durable. Par conséquent, la bonne gouvernance au Nigeria est donc dans l'intérêt à long terme de Pékin, car c'est le seul moyen, de garantir la protection des intérêts chinois, sauf à verser continuellement des pots-de-vin. Les investisseurs occidentaux ont dû l'apprendre à leurs dépens. La nature des liens sino-nigérians est donc très différente de celle d'autres acteurs et d'autres acteurs et, sans doute, a le potentiel de jouer de manière très positive pour le Nigérian moyen à long terme (Taylor,2007).

Bien entendu, il convient de souligner que les politiques de la Chine à l'égard du Nigeria, comme le reste de son engagement avec l'Afrique, évoluent et mûrissent. Il est vrai qu'il semble parfois y avoir des divergences entre les objectifs politiques occidentaux et chinois en ce qui concerne les questions de gouvernance en Afrique. Mais cela ne peut être que temporaire si la Chine souhaite avoir une relation durable et stable avec le Nigeria. La Chine est comme tous les autres acteurs en Afrique, elle a besoin de stabilité et de sécurité pour que ses investissements prospèrent et que ses

liens avec le continent soient durables. Les nations occidentales ont appris qu'il n'est ni durable ni souhaitable de soutenir des dictateurs à tort et à travers, et la Chine l'apprendra également au fur et à mesure que ses relations avec l'Afrique se développeront (Taylor,2007).

En fait, la forte implication de la Chine dans les infrastructures fixes et les investissements dans des domaines tels que les zones franches et les raffineries signifie que les entreprises chinoises, contrairement aux sociétés pétrolières occidentales installées au large, ne peuvent pas rester à l'écart des problèmes très réels qui affectent la politique du Nigéria. Ainsi, en fin de compte, la Chine ne peut que converger vers les objectifs politiques occidentaux au Nigeria. Cela ne concerne peut-être pas la démocratie (bien que la Chine évolue elle-même dans des directions intéressantes), mais certainement la gouvernance et la sécurité au Nigeria. Comme le note Peter Lewis, "la revitalisation économique dépend moins de remèdes politiques spécifiques ou d'une manne extérieure fortuite que d'une nouvelle approche politique capable de faire évoluer les institutions centrales et les coalitions sociales vers la bonne gouvernance et la croissance économique' (Lewis, 2004, p. 100). À moins que Pékin ne commence sérieusement à s'engager dans la politique nigériane, il y a le risque d'une confrontation avec la dynamique réelle de la politique nigériane ne conduise à un réajustement pragmatique par lequel les investisseurs chinois se replient sur l'économie pétrolière. Cela signifierait que la Chine deviendrait un acteur parmi d'autres dans l'économie enclavée du Nigéria, mais tout à fait contraire à la rhétorique de Pékin sur les avantages mutuels et les situations "gagnant-gagnant". Mais le projet proposé suggère au moins que les ambitions de la Chine au Nigeria sont de grande envergure et reflètent l'intérêt profond de Pékin et de ses entreprises pour le pays. Cependant, tout développement de la zone franche devra faire face aux préoccupations croissantes concernant les pratiques de travail chinoises. Selon un rapport nigérian : Les entreprises chinoises sont connues pour leur tendance à faire venir leurs propres travailleurs au lieu d'embaucher localement. Le contenu local n'a aucune signification pour les entreprises chinoises. Cette politique n'aborde en aucun cas les questions de chômage dans les pays d'accueil. Les normes de sécurité dans leurs industries sont un autre sujet de préoccupation. L'incendie qui s'est déclaré dans une entreprise chinoise à Ikorodu Town, dans l'État de Lagos, a révélé qu'il était d'usage d'enfermer les travailleurs pendant leur service (Taylor,2007).

Dans ce cas particulier, cette politique a empêché les travailleurs de s'échapper de l'incendie et de s'enfuir. Compte tenu des tendances à la corruption bien connues des fonctionnaires nigérians, il est plus que probable que les inspecteurs de sécurité aient été soudoyés pour détourner le regard

pour ne pas être inquiétés. Mais les pratiques de travail de la Chine posent de véritables problèmes. Mais les pratiques chinoises en matière de travail posent de véritables problèmes. L'inondation des marchés nigérians par des produits chinois bon marché est potentiellement explosive sur le plan politique, qui a eu pour effet de saper les opérations commerciales nigérianes et de mettre les Nigérians au chômage (Taylor,2007).

a- Au niveau du textile

C'est du moins ainsi que les choses sont perçues au Nigeria. Les textiles et les vêtements sont les principaux produits d'exportation de la Chine vers le Nigeria, 15% des exportations totales de la Chine vers le Nigeria, mais cela a conduit à une situation où les Chinois sont accusés d'avoir des pratiques commerciales déloyales à l'égard du Nigeria. Les industries textiles nigérianes sont en train de se restructurer : les industries textiles nigérianes sont en train de se réduire dans leur ensemble ou de fermer définitivement des usines entières. Le principal responsable de la débâcle nigériane est l'invasion chinoise des marchés nigérians. Sur les marchés nigérians, les tissus chinois sont facilement accessibles et bon marché pour le consommateur nigérian et ce dernier est contraint d'acheter des produits textiles chinois plutôt que nigérians. La Chine étant dotée d'un énorme potentiel de main-d'œuvre intensive et d'une main-d'œuvre relativement qualifiée dans ses industries respectives, les produits chinois, y compris les tissus, sont désormais omniprésents sur les marchés africains. Les tissus nigérians coûtent plus cher aux Nigérians que les tissus chinois, et aucune ferveur nationale ne peut sauver les usines textiles nigérianes de leur crise actuelle (Institut de développement et d'éducation pour l'Afrique, 2005).

Selon Issa Aremu, secrétaire général du syndicat du textile, de la couture et de l'habillement, l'importation massive de textiles, de seconde main, en provenance d'Europe et de nouveaux pays, est un problème majeur. L'Union du textile, de la couture et de l'habillement, l'importation massive de textiles neufs, principalement en provenance de Chine, a entraîné la fermeture de 65 usines textiles nigérianes et le licenciement d'un total de 150 000 travailleurs du textile. Plus d'un million d'autres personnes dont l'emploi est lié à l'industrie textile, comme les l'industrie textile, comme les commerçants et les cultivateurs de coton, ont perdu leur ont perdu leurs moyens de subsistance en raison des fermetures. En conséquence, le 6 avril 2005, le ministère nigérian des Finances a publié une liste révisée d'articles d'importation interdits. Parmi les nombreux articles listés, environ 20 types de produits manufacturés chinois étaient concernés, notamment des textiles, des

chaussures, des caisses et des sacs, du ciment et des stylos à bille. L'interdiction d'importation a affecté les exportations chinoises vers le Nigeria. Il convient toutefois de préciser que l'effondrement de l'industrie textile nigériane ne peut être imputé aux seuls produits chinois à bas prix (Koinonia international,2005).

La situation est bien plus liée à l'inefficacité chronique, à la mauvaise administration et à la corruption au sein des industries de services du Nigeria. Par exemple, le Nigeria dispose de la dixième réserve mondiale de gaz, ainsi que d'abondantes réserves de charbon et du potentiel nécessaire au développement d'une ressource hydroélectrique vigoureuse. Pourtant, le Nigeria ne produit que 3 000 mégawatts d'électricité, alors que la demande intérieure est d'environ 6 000 mégawatts, en février 2007, la société d'État Power Holding Company of Nigeria a annoncé que la production d'électricité avait chuté de près de 60 %,pour atteindre moins de 1 500 mégawatts, et ce pour une population de plus de 140 millions d'habitants et alors que le gouvernement affirme avoir plus de 2 milliards de dollars dans le secteur de l'électricité au cours des six dernières années. Le résultat est le suivant que " les entreprises fonctionnent avec des groupes électrogènes alimentés par des combustibles coûteux qui parfois une denrée rare, bien que le pays soit le 7e plus grand producteur de de pétrole brut dans le monde. En conséquence, le coût des affaires est élevé et les produits sont chers. Dans un tel contexte, il est pratiquement impossible, même pour le fabricant de textile nigérian le plus efficace, de concurrencer la Chine (The people ‘s daily,2005)

En effet, il est très problématique pour les fabricants nigérians d'être compétitifs. Et ce n'est pas seulement dans le textile que les entreprises ressentent la pression exercée par l'effondrement de l'infrastructure électrique du pays. Au début de l'année 2007, Michelin, le fabricant transnational de pneus, a annoncé la fermeture de son usine de Port Harcourt, a annoncé la fermeture de son usine de Port Harcourt en raison des coûts de production élevée dus à l'absence d'une alimentation électrique fiable. La fermeture de l'usine Michelin "signale clairement le processus de désindustrialisation au Nigeria avec son effet délétère sur l'économie du pays". Dans ces circonstances, les produits finis en provenance de Chine arrivent sur un marché où les concurrents potentiels ont été exclus de l'équation, non seulement parce que les prix sont inférieurs à ceux des produits chinois, mais aussi parce que le gouvernement nigérian s'est lui-même engagé dans la voie de la concurrence. Les négociants chinois comblent simplement le vide sur le marché et ne peuvent être blâmés pour cela (The times of Nigeria,2007).

b- Au niveau de l'énergie

Le Nigeria est le premier producteur de pétrole d'Afrique et le 11e producteur mondial. Environ 80 % des revenus d'Abuja proviennent du pétrole. Le pétrole brut nigérian est de haute qualité et possède une qualité légère, à faible teneur en soufre, connue sous le nom de "sweet", qui est très appréciée en raison de sa teneur élevée en essence et de son coût de traitement relativement faible. Selon le ministre nigérian de l'Énergie, Edmund Daukoru, l'exploration a permis d'augmenter les réserves de pétrole du pays à environ 35 milliards de barils, contre 5 milliards de barils en 1999. La capacité de production est en augmentation et s'élève à environ trois millions de barils par jour, à la suite de l'ajout de 500 000 barils par jour après l'ajout de 500 000 barils en 2005-2006. Cette croissance de la capacité de production devrait s'accroître d'un tiers au cours des prochaines années. Cette croissance de la capacité de production devrait augmenter d'environ 6 % par an entre 2005 et 2010. Par rapport aux autres grandes nations productrices de pétrole, dont la croissance moyenne de la capacité est d'environ 3 % par an, le Nigeria est clairement en avance sur ses concurrents. Les dépenses totales de l'industrie entre 2007 et 2010 sont estimées à 100 milliards de dollars, soit une moyenne de 20 milliards de dollars par an, contre 5 milliards de dollars en 2000, et 10 milliards de dollars en 2006 (The daily trust,2007).

On estime également que le Nigeria possède 176 trillions de pieds cubes de réserves de gaz naturel, provenant principalement de gisements terrestres et de gisements de pétrole et de gaz dans les champs terrestres et dans le delta du Niger. Cependant, en raison de l'absence d'infrastructure gazière, 75 % du gaz associé est brûlé et 12 % réinjectés. Le gouvernement nigérian s'est fixé comme objectif de ne plus brûler de gaz à la torche d'ici 2010 et encourage la production de gaz, dans le but de réduire les émissions de gaz dans le but de porter les recettes des exportations de gaz naturel à environ 50 % des recettes pétrolières d'ici 2010. Le Nigeria exporte environ 2,6 millions de barils par jour. Cependant, les troubles dans le delta du Niger coûtent actuellement au pays environ un tiers de ces exportations. Nous y reviendrons plus tard, mais il est important de noter que le Nigeria prévoit de porter sa production de pétrole à quatre millions de barils par jour d'ici 2010, même s'il est fréquemment critiqué pour avoir dépassé ses quotas de production et menacé le prix du pétrole. Dans son industrie pétrolière, le Nigeria est très dépendant des opérations de coentreprise , en fait, les coentreprises représentent environ 95 % de la production de brut du Nigeria. Les toutes premières opérations pétrolières et gazières ont débuté avec l'entreprise Shell D'Arcy, qui a commencé ses travaux en 1956 (Taylor,2007).

Le rôle dominant de Shell s'est poursuivi jusqu'à ce que le Nigeria rejoigne l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)en 1971. Un rôle plus actif dans la gestion de ses ressources pétrolières par l'intermédiaire de la société d'État Nigérian National Petroleum Corporation (NNPC). Contrairement aux autres pays de l'OPEP, où une compagnie pétrolière nationale détenue par l'État prenait souvent le contrôle direct de la production, au Nigeria, les multinationales ont été autorisées à mener des opérations sur le marché, mais dans le cadre d'accords d'exploitation conjointe. Après l'adhésion à l'OPEP, les nouveaux acteurs de l'industrie pétrolière nigériane ont signé avec l'État, notamment Gulf Oil, Texaco, Elf Petroleum et Mobil, en plus de Shell. Mobil, en plus de Shell. Toutefois, Shell représente toujours environ 50 % de la production journalière totale du Nigeria (The Guardian (London),2006).

Alors que le Nigeria envisage d'augmenter sa capacité de production, un enjeu majeur entrepris est le fait que le gouvernement nigérian prétend manquer des fonds nécessaires investir dans de nouvelles entreprises (notons cependant à cet égard que la commission anticorruption nigériane affirme que 220 milliards de livres sterling ont été volées par les élites depuis indépendance). En raison du prétendu « manque de fonds », le partage de la production et les contrats de travail (CSP) sont introduits. Dans le cadre d'un CSP, l'entrepreneur (c'est-à-dire la compagnie pétrolière) supporte l'intégralité des coûts et des risques de l'exploration et n'est récompensé que si l'exploration est réussie. S'il y a une découverte commerciale, l'entrepreneur récupère ses coûts dépensés grâce à l'allocation du pétrole, ce que l'on appelle dans le commerce le « coût » Huile'. La production destinée aux redevances est également récupérée, après quoi le reste de toute la production, « Profit Oil », est partagée conformément à l'accord. Une taxe forfaitaire de 50% sur les profits pétroliers est également payée par les compagnies pétrolières du Nigeria et les installations continuent d'être des actifs du gouvernement pendant la durée du contrat. Le Nigeria est de plus en plus l'abandon des coentreprises au profit de ces SSP. En d'autres termes, le gouvernement nigérian a élaboré un accord très attractif pour lui-même. Où vont l'argent et les implications que cela a pour les investisseurs, Chinois ou autres (Taylor,2007).

En ce qui concerne Pékin, la Chine était autrefois complètement tenue à l'écart de l'industrie pétrolière nigériane par les compagnies pétrolières occidentales ayant une présence établie au Nigeria. Cependant, la situation évolue rapidement grâce à un mélange de diplomatie astucieuse et d'accords édulcorants, souvent sans rapport avec l'industrie pétrolière elle-même. La promesse de la Chine de construire et de lancer un satellite de télécommunications pour le Nigeria d'ici 2007

est un exemple par lequel Pékin est capable de développer rapidement une bonne volonté considérable avec le Nigeria. Le gouvernement, qui se joue ensuite dans l'octroi des contrats pétroliers et des accords PSC. En ce qui concerne les contrats pétroliers chinois spécifiques au Nigeria, en décembre 2004, la compagnie pétrolière publique chinoise Sinopec et la NNPC ont signé un accord pour développer les concessions pétrolières (OML) 64 et 66 dans le delta du Niger. L'OML 64 a foré cinq puits d'exploration, dont un puits traversant des ressources en hydrocarbures. L'OML 66 a connu bien plus de succès, avec 18 puits d'exploration forés, mais 12 puits correspondant aux ressources en hydrocarbures (China Daily (Beijing), 2004).

Sinopec a également un contrat avec le NPDC et l'italien Eni pour développer les champs d'Okono et d'Okpoho, qui ont des réserves combinées de 500 millions de barils. En octobre 2004, il a été déclaré que le Nigeria avait besoin d'un investissement annuel de 10 milliards de dollars pour atteindre l'objectif de 40 milliards de barils de réserves d'ici 2010. En conséquence, la China National Offshore Oil Corporation (CNOOC) a signé un accord avec le gouvernement nigérian pour localiser les ressources pétrolières et gazières en amont qui pourraient être incorporé dans des projets en aval. Plus tard, CNOOC et NNPC ont signé un contrat de 800 millions de dollars en juillet 2005 garantissant 30 000 barils par jour à la Chine sur une période de cinq ans, à réviser chaque année (Nigeria First (Abuja), 2005). Cependant, certains éléments indiquent que les relations sino-africaines dans le secteur pétrolier ne sont pas aussi fluides qu'on le pensait initialement. En mars 2007, il a été annoncé que le gouvernement nigérian envisageait de revoir son projet de confier la gestion de la raffinerie de Kaduna à la CNOC, les promesses chinoises d'investir dans la raffinerie ne s'étant pas concrétisées. Auparavant, la Chine avait obtenu quatre licences de forage pétrolier en échange contre l'achat par la Chine d'une participation majoritaire dans la raffinerie de pétrole de Kaduna, qui produit 110 000 barils par jour. Le Nigeria a offert un droit de premier refus à la société chinoise pour quatre blocs d'exploration lors d'un appel d'offres mi 2006. Pourtant, début 2007, la directrice générale du Bureau des entreprises publiques, Irene Chigbue, a déclaré que le projet visant à confier à la CNOC la gestion de la raffinerie de Kaduna, qui produit 110 000 barils par jour, « avait échoué » des problèmes, car le CNOC n'a pas été disposé à communiquer ses projets de rachat. » (This Day, 2007).

En effet, les Chinois avaient initialement accepté de gérer la raffinerie de Kaduna comme condition préalable à l'obtention des blocs pétroliers pour lesquels les entreprises chinoises soumissionnaient. Mais l'accord qui était lié à l'attribution des blocs pétroliers en raison de la nature particulière de

la raffinerie, qui nécessite de lourds investissements, était envisagé pour être réexaminé, car la firme chinoise n'avait pas manifesté un intérêt appréciable. Aucun progrès appréciable n'a été réalisé depuis que l'allocation a eu lieu et les Chinois n'ont pas rempli leur part de l'accord, a déclaré le Directeur général. Une telle situation est particulièrement importante pour le Nigéria et menace d'aigrir les relations sino-nigérianes alors qu'Abuja cherche désespérément à confier ses anciennes entreprises publiques à une direction compétente. En effet, entre 1975 et 1988, le Nigeria a dépensé des milliards pour créer et entretenir environ 590 entreprises parapubliques, dont 160 étaient impliquées dans la production et les services. Pourtant, le bénéfice généré par ces entreprises était en moyenne de 0,5%, avec 420 000 salariés, dont beaucoup dans des sinécures fondamentalement corrompues. Ce milieu absorbait plus de la moitié des revenus pétroliers du Nigeria dans les années 1970 et représentait plus de la moitié de sa dette internationale. Le fait que la Chine ait été considérée comme un sauveur potentiel pour aider le Nigeria à sortir d'une telle situation semble avoir déjà été une erreur (The Vanguard, 2007).

Il existe d'autres problèmes dans les relations sino-nigériennes autour de l'industrie pétrolière qui sapent également les liens faciles et la situation « gagnant-gagnant » dont Pékin aime se vanter dans ses discours sur les liens sino-africains. En particulier, la situation sécuritaire entourant l'industrie pétrolière dans le delta du Niger est de plus en plus problématique. À la suite de la visite d'État du président Hu Jintao au Nigeria en avril 2006 et à la signature d'un accord d'investissement dans les infrastructures de 4 milliards de dollars, les militants nigérians du Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger (MEND) ont averti les entreprises chinoises de « rester à l'écart » du delta du Niger sous peine d'être attaquées. Le MEND a également revendiqué la responsabilité d'un attentat à la voiture piégée près de la ville portuaire de Warri, déclarant que l'explosion avait eu lieu « un avertissement contre l'expansion chinoise dans la région », ajoutant que « le gouvernement chinois, en investissant dans le pétrole brut volé, place ses citoyens dans notre ligne de mire ». Bien que la région du delta du Niger produise 90 % du pétrole du Nigeria et plus 75 % des recettes d'exportation du pays, très peu de richesses ont été vues par les habitants du Delta. Environ 80 % des revenus du pétrole et du gaz naturel du Nigeria reviennent à seulement 1 % de la population du pays, ce qui fait que le Nigeria a le deuxième plus faible revenu d'exportation de pétrole par habitant au monde, à 212 dollars par personne en 2004. Le chiffre de 2004 est à comparer aux 589 dollars par personne gagnée en 1980, soit une baisse de plus de 50 %. On estime également que plus de 100 000 barils de pétrole sont volés chaque jour par des initiés

bien connectés, ce qui représente une valeur d'environ 1 460 millions de dollars par an (The Financial Times (London), 2006).

Dans le même temps, le budget 2004 du président Olusegun Obasanjo reposait sur une hypothèse de 23 dollars le baril de pétrole nigérian, soit 11 dollars le baril en dessous des prévisions des experts pour le prix du pétrole au Nigeria pour 2004 (les prix du brut du Nigeria étaient en réalité d'environ 40 dollars le baril en 2004). Personne ne peut deviner où vont les excédents financiers issus des ventes de pétrole. Début 2006, les milices du MEND ont commencé à attaquer les installations pétrolières et à kidnapper des travailleurs pétroliers étrangers, entraînant une réduction de 20 % de la production pétrolière du Nigeria. Le MEND semble être une organisation plus efficace que les gangs armés qui cherchaient à extorquer de l'argent aux compagnies pétrolières de la région du Delta et qui se livraient également au vol de pétrole (The Vanguard, 2004).Dans une interview accordée à la BBC, un dirigeant du MEND a déclaré que son organisation « luttait pour le « contrôle total » des richesses pétrolières du delta du Niger, affirmant que la population locale n'avait pas tiré profit des richesses souterraines ni des ruisseaux et marécages de la région. Il a déclaré que le Delta avait été exploité au profit d'autres régions du Nigeria et de sociétés étrangères et a ordonné à toutes les compagnies pétrolières y compris les Chinoises et des Nigérians dont les racines sont ailleurs pour quitter la région. » (BBC News Online,2006).

En conséquence, le Nigeria s'est tourné vers la Chine pour obtenir des fournitures militaires afin de protéger les champs pétroliers. Cela a amené le Nigeria à affirmer que Washington avait été tardif dans sa réponse à la dégradation de la situation sécuritaire dans le Delta. Atiku Abubakar, le vice-président du Nigeria, a affirmé, par exemple, que « les États-Unis avaient été trop lents à aider à protéger le delta du Niger, riche en pétrole, d'une insurrection croissante ».28 Un haut responsable nigérian a également déclaré que le Nigeria « s'est senti déçu » par la réticence des États-Unis à fournir davantage de soutien, étant donné que le Nigeria souhaite disposer de 200 bateaux pour garder le Delta. Washington, bien qu'offrant une assistance technique militaire et une formation, n'a jusqu'à présent fourni que quatre vieux patrouilleurs côtiers. La réticence des États-Unis s'explique par l'inquiétude suscitée par les niveaux de corruption au sein des forces de sécurité nigérianes et par la corruption généralisée. Étant donné que les forces de sécurité nigériane sont responsables de « meurtres à caractère politique ; le recours à la force meurtrière contre des criminels présumés et des militants prenant des otages dans le delta du Niger ; les passages à tabac

et même la torture des suspects, des détenus et des condamnés ; et extorsion de civils'', ainsi comme « le travail des enfants, la prostitution et la traite des êtres humains », la réticence de Washington à fournir davantage de fournitures à ces éléments sont peut-être compréhensibles (Bibliothèque du Congrès, 2006, p. 22).

En outre, alors que le gouvernement nigérian accuse le MEND de se financer grâce au pétrole volé, de nombreux responsables de l'industrie pétrolière affirment que des militaires corrompus sont impliqués dans des cartels qui vendent du pétrole volé à des syndicats criminels. La Chine, bien sûr, n'a pas besoin d'être contrainte pour vendre des armes à de tels acteurs et est capable de combler un vide laissé par les nations occidentales dégoûtées. Cela frustre les militants des droits de l'homme : « Quand L'Amérique a hésité à fournir l'armée nigériane à la gâchette facile, la Chine a offert des dizaines de bateaux de patrouille. Ils sont impossibles. Ils ne se soucient tout simplement pas de ce que nous ou quelqu'un d'autre disons », s'est plaint un membre d'un groupe néerlandais de défense des droits de l'homme de la Chine pour aider à protéger ses plates-formes du delta du Niger contre les attaques des rebelles, à un moment où les alliés traditionnels hésitent à envoyer davantage d'armes dans une région déjà instable. Le gouverneur de l'État du delta du Niger, réagissant aux inquiétudes suscitées par les attaques contre les installations de Shell et aux rumeurs selon lesquelles la société pourrait même se retirer de la région, a souri et a déclaré : « Si les Britanniques ne veulent pas de pétrole, nous le vendrons aux Chinois. » (The People's Daily, 2007).

Pour les Chinois, il existe une raison très pragmatique de fournir l'armée nigériane même s'il est dysfonctionnel, la Chine a besoin du pétrole du Nigeria. Les attaques du MEND ont causé une perte de production d'au moins 500 000 barils par jour en 2006, après le début des violences. Parallèlement, les importations chinoises de pétrole nigérian ont chuté en 2006. Cependant, l'implication de la Chine dans la vente d'armes au Nigeria n'a pas empêché les intérêts chinois d'être attaqués par le MEND et a peut-être même provoqué des efforts plus importants pour cibler les travailleurs chinois dans la région. Delta. Cinq travailleurs chinois ont été kidnappés en janvier 2007 par le MEND, puis relâchés au bout de deux semaines, et cela a été révélé. Selon le Quotidien du Peuple, 14 travailleurs chinois ont été kidnappés au Nigeria au cours des deux premiers mois de 2007 seulement (The People's Daily, 2007).

En effet, 2007 a été marquée par une recrudescence massive de la violence et des enlèvements de travailleurs du secteur pétrolier dans le Delta, avec 60 expatriés kidnappés en janvier et février,

plus deux expatriés tués et un autre travailleur pétrolier étranger était abattu et blessé. Tout ce qui précède a sans aucun doute eu pour effet important de concentrer les esprits chinois sur la sécurité des investissements dans l'industrie pétrolière du Nigeria. En mars 2007, la Commission nationale chinoise pour le développement et la réforme a publié une liste des neuf principaux pays qu'il considérait comme propices aux investissements des compagnies pétrolières chinoises. Le Nigéria a été laissé de côté, tandis qu'en Afrique, le Maroc, la Libye et le Niger ont été inclus. Selon un rapport, « il n'était pas clair si l'exclusion du Nigéria . . . est venue parce que les entreprises chinoises ont déjà des projets d'investissement à court terme là-bas ou pour des raisons plus politiques ou en raison de l'agitation dans les régions productrices de pétrole comme le delta du Niger. » (Nigeria World (Lagos), 2007).

c- Au niveau de l'infrastructure

En ce qui concerne d'autres aspects des liens entre Pékin et le Nigeria, les entreprises chinoises se sont engagées dans le National Rural Telephony Project et deux entreprises chinoises ZTE et Alcatel Shanghai Bell ont investi dans l'infrastructure fixe du Nigeria ce qui couvrait 218 zones de gouvernement local . Une troisième entreprise chinoise, Huawei, sera engagée dans la deuxième phase du projet, qui couvrira à terme 576 zones de gouvernement local. La deuxième phase permettra à 576 conseils régionaux d'avoir accès aux télécommunications de base, y compris, la transmission de données et les services internet. L'ensemble du projet est financé par un prêt préférentiel obtenu par le gouvernement nigérian auprès de la Chine. L'investissement chinois dans le développement des infrastructures nigérianes s'en trouve renforcé, China Gezhouba Group Corporation (CGGC), le principal constructeur du projet controversé des Trois Gorges, vient de signer un contrat avec la Chine pour la construction de la centrale hydroélectrique de 2600 mégawatts sur le plateau de Mambilla au Nigeria, dans le cadre d'un projet de 1,46 milliard de dollars, la construction devrait durer six ans (Beijing review,2007).

Le gouvernement chinois a accepté de construire la centrale hydroélectrique après que la Chine et le Nigeria ont signé divers accords lors du Sommet de Pékin du deuxième Forum Chine-Afrique en novembre 2006, ce qui indique que les contrats d'infrastructure et l'entrée sur les marchés africains sont en train de se développer et font partie intégrante de la stratégie globale de la Chine pour l'Afrique. Les entreprises chinoises, avec le soutien de Pékin, ont également investi dans le secteur des transports au Nigeria, avec un plan de développement des chemins de fer sur 25 ans qui comprend une de la voie ferrée existante et une expansion ambitieuse de nouvelles lignes vers

des régions du Nigeria qui n'étaient pas desservies par le rail auparavant. Le gouvernement nigérian a signé une facilité de prêt de 2,5 le gouvernement nigérian a signé en octobre 2006 avec la Chine un prêt de 2,5 milliards de dollars, dont la majeure partie servira à financer la remise en état des voies ferrées du pays (Taylor, 2007).

Au total, on estime que 7800 kilomètres d'un réseau ferroviaire à écartement standard, qui reliera les 36 capitales d'État et les principales villes du pays, sera construit par les concessionnaires, qui seront ensuite responsables de la mise à niveau, de l'expansion et de l'entretien de l'infrastructure, ainsi que de l'amélioration de la qualité des services. Le coût de l'ensemble du projet de modernisation et d'expansion des chemins de fer est estimé à plus de 30 milliards de dollars. Cependant, début 2007, le gouvernement chinois a demandé au Nigeria de s'engager à ce que le nouveau contrat de modernisation des lignes ferroviaires, qui s'étend de Lagos à Kano et a été attribué à la Chinese Civil Engineering Construction Corporation (CCECC), soit achevé à la date prévue sans aucune charge sur la dette. Pékin a exigé de savoir si le Nigeria disposait de suffisamment d'argent pour le projet et si celui-ci ne serait pas abandonné à mi-parcours de son calendrier d'achèvement de quatre ans. Le fait qu'un changement de gouvernement au Nigeria était prévu en 2007 a sans aucun doute occupé l'esprit des Chinois, tout comme d'autres préoccupations plus générales concernant la corruption et la destination des capitaux promis pour des projets tels que le développement ferroviaire. En retour, le ministre nigérian des Transports, Mallam Mohammed Habib Aliyu, a noté avec désinvolture que "les réserves de change du Nigeria s'élevaient à 45 milliards de dollars. Qu'est-ce que 8 milliards de dollars ? L'argent n'est pas le problème" (This day,2007).

Ironiquement, c'est manifestement cette attitude désinvolte à l'égard de l'argent et de la comptabilité qui inquiète les Chinois. Et les remarques du ministre que " la corruption sans entrave et l'absence de procédure régulière n’existent plus dans le gouvernement [nigérian] actuel " n'ont probablement pas apaisé les nerfs à Pékin (This day,2007).La Chine, comme tous les autres investisseurs au Nigeria, doit négocier et faire face à la réalité de l'économie politique du Nigeria. Et c'est quelque chose qu'aucune rhétorique de Pékin sur les liens fraternels et les bénéfices mutuels ne peut cacher ou échapper. Le pays le plus peuplé d'Afrique est, malheureusement, synonyme de corruption et de mauvaise gouvernance - la "plaie ouverte du continent", comme l'a dit l'écrivain nigérian Wole Soyinka, lauréat du prix Nobel (Soyinka, 1996). Il s'agit d'un pays où "les affaires du gouvernement ne regardent personne" et où il existe un dicton bien compris selon lequel " 'il

n'y a rien de grave à voler les fonds de l'État, surtout s'ils sont de l'État, surtout s'ils sont utilisés pour bénéficier non seulement à l'individu, mais aussi aux membres de sa communauté. Ceux qui ont l'opportunité d'être au gouvernement sont censés utiliser le pouvoir et les ressources à leur disposition pour faire avancer les besoins privés et communautaires" (Osaghae, 1998, p. 21).
Le parti qui se présente aux élections nigérianes sous la rubrique "I Chop, You Chop Party" est une manifestation de cette situation bien connue et est accepté comme un comportement normal, condamné seulement dans la mesure où il profite à quelqu'un d'autre plutôt qu'à soi-même (Clapham, 1985, p. 49). Le clientélisme, le patronage et la corruption sont absolument essentiels à l'ensemble de l'économie politique du pays (Taylor, 2007).

CONCLUSION

Au terme de notre étude, nous pouvons conclure que la Chine est un partenaire important pour le Nigeria, pas juste au niveau des échanges commerciaux, mais aussi au niveau des investissements directs de la Chine au Nigeria. Ce travail de recherche a permis d'examiner l'étendue de cette relation économique et commerciale entre les deux pays, il en est ressorti que la balance commerciale était déséquilibrée et avait un impact sur la population du Nigeria. La composition de cette balance montre que le Nigeria est envahi par les produits chinois à bas prix, et ceci empêche la population de pouvoir compétir avec eux. Le commerce bilatéral entre la Chine et le Nigeria a un impact sur le développement économique, car on remarque une croissance liée aux échanges entre les deux pays, les revenus de ces deux pays ont augmenté depuis le début de leur collaboration. Cette collaboration a aussi eu un effet important sur la population, on constate que la population subit un fléau déjà très présent au Nigeria qui est la corruption. Le pays est confronté à une corruption sévère qui est occasionnée par le gouvernement, les hommes politiques et les hommes d'affaires. Ils empêchent la population de pouvoir bénéficier des revenus que génèrent l'exploitation du pétrole et les échanges commerciaux avec la Chine. À cet effet, le modèle chinois semble convenir uniquement gouvernement africain et à la Chine elle-même, mais la population semble avoir un point de vue diffèrent avec cette collaboration. Ce travail de recherche a permis de comprendre la théorie de Joshua Cooper Ramios, il a évoqué l'idée du Consensus de Pékin, l'idée est que la Chine fait affaire avec les pays africains sans ingérer dans la politique du pays afin d'éviter que la souveraineté sous remise en cause à l'inverse du Consensus de Washington. La Chine a tendance à ne pas se mêler du système politique de ses partenaires africains, ce qui n'est

pas le cas avec les Occidentaux et les Américains. En effet, beaucoup d'autres interrogations surviennent pour mieux comprendre ce que le futur réserve à la collaboration entre la Chine et les pays africains comme le Nigeria.

Cette non-ingérence dans les affaires internes des pays africains confère à la Chine l'avantage sur les Occidentaux. À cet effet, la collaboration des pays africains et la Chine pourront-elles être permanente ? Est-il possible que ça soit une nouvelle forme de colonisation qui passe par la puissance douce ? Les pays africains sont-ils mieux avec la Chine que les Occidentaux ?

BIBLIOGRAPHIE

1- Abiodun Moses Adetokunbo and Joel Ede Owuru (2021) china-nigeria trade relations: does china trade balance matter for nigeria? Augustine university journal of social sciences (aujss) issn 2787-0324 Volume 1, Number 2

2- Adegbulu, F., 2006, 'The Secrets of the Asia Tigers', in Adegbulu, F., ed, Topics and

3- Africa".

4- African development bank group (2022) Growth and Economic Transformation Options for Nigeria: An Assessment Using Growth, Identification and Facilitation Framework

5- African Development Bank Group. (2006). Combating Corruption in Africa; Issues and Challenges. Concept Note Paper for the 2006 Annual Meetings. Ouagadougou, Burkina Faso.

6- Agbo, Elias Igwebuike and Agu, AruphIna Ebere and Eze, Loveth Oluchukwu (2018) *Impact of International Trade on the Economic Growth of Nigeria.* European Journal of Business and Management, 10 (18). pp. 22-30. ISSN 2222-2839)

7- Ainabor, A.E, Shuaib I.M, Kadiri, A.K. (2014). Impact of Capital Formation on the Growth of Nigerian Economy 1960-2010: Vector Error Correction Model (VECM), School of Business Studies, Readings in Management and Social Studies, 1(1): 132-154

8- Ainabor, et. al,op.cit., 133-154 Bakare A.S. (2011). The Impact of Capital Formation on the Growth of Nigerian Economy: Causality Approach, Far East Journal of Psychology and Business, 13(1), 2-13

9- Ajayi, R., & Fashagba, J. Y. (Eds.). (2020). *Nigerian Politics*. Springer Nature.

10- and puzzles. The Nigerian Journal of Economic and Social Studies 46(1): 125–146.

11- Arif Dirlik, 2012. The idea of a 'Chinese model': A critical discussion, China Information ,sage publication

12- Bakare A.S. (2011). The Impact of Capital Formation on the Growth of Nigerian Economy: Causality Approach, Far East Journal of Psychology and Business, 13(1), 2-13

13- Barney, J.B. (1995); Looking Inside for Competitive Advantage: Academy of Management Executive, 9 (4), Malaysia

14- BBC News Online, 20 April 2006.

15- Becker, G. S. (1964). Human capital: a theoretical and empirical analysis, with special reference to education. New York: National Bureau of Economic Research, 1964.
16- Beijing Review (Beijing), 3 April 2007.
17- Capacity now stands at 3 million barrels per day (mbpd) with recent additions from Bonga and Erha oil fields of 500 000 bpd''. The Vanguard (Lagos), 23 February 2007
18- Chibundu, Victor, 2000, Nigeria-China Foreign Relations (1960-1999), Ibadan: Spectrum
19- China Daily (Beijing), 9 December 2004
20- Clapham, C. (1985) Third World Politics: An Introduction (London: Croom Helm).
21- Corruption, inégalité sociale
22- Crafting the New Nigeria: Confronting the Challenges (Boulder, CO: Lynne Rienner).
23- Dali L. Yang (2009) economic transformation and its political discontents in china: Authoritarianism, Unequal Growth, and the Dilemmas of Political Development . Annual Review of Political Science 2006 9:1, 143-164
24- Dali, S. (2015). Nigeria : première économie du continent aux ambitions contraintes. Dans : , S. Dali, *Nigeria : première économie du continent aux ambitions contraintes* (pp. 1-42). Paris Cedex 12: Éditions AFD
25- Daniel Onogwu , (2019) Analyzing Nigeria -China trade: Composition, Challenges, and Prospects, ResearchGate
26- Dike, V. E. (2005). Corruption in Nigeria: A new paradigm for effective control. *Africa economic analysis*, *24*(08), 1-22.
27- Egbula, M. & Zheng, Q., (2011). China and Nigeria: A powerful South-South Alliance. West African Challenges. The Sahel and West Africa Club Secretariat (SWAC/OECD, N0.5.
28- Egoro, S., & Obah, O. D. (2017). The impact of international trade on economic growth in Nigeria: An econometric analysis. *Asian Finance & Banking Review*, *1*(1), 28-47.
29- Fatah, F. A., Othman, N., & Abdullah, S. (2012). Economic growth, political freedom and human development: China, Indonesia and Malaysia. International Journal of Business and Social Science, 3(1).
30- February 2007 that ''Reserves now stand at about 35 billion barrels [and] Nigeria's production
31- Foreign Policy and Relations, Hassan, A. Saliu, ed, Ilorin : Sally & Associates
32- Foreign Trade Studies Vol. 4 No. 3, 2011 pp. 183-199

33- Frank, R. H., & Bernanke, B. S. (2007). Principles of Microeconomics (3rd ed.). New York: McGraw- Hill/Irwin

34- Frankel, A. J. and D. Romer (1999). Does Trade Cause Growth: The American Economic Review, 89, pp.379-99.

35- Gboyega Alabi Oyeranti, Musibau Adetunji Babatunde and E. Olawale Ogunkola, (2011) . An analysis of China-Nigeria investment relations. Journal of Chinese Economic and

36- http://dx.doi.org/10.1257/089533005774357860

37- Ikpesu, O. C. (2014). Entrepreneurial human capital development and economic future of Nigerian Graduates. *Developing Country Studies*, *4*(12), 193-198.

38- IMF Working Paper 05/195

39- IMF. (2008) IMF sees world growth slowing. IMF Survey 37(2): 17–19

40- Innocent .A. OCHOLI & Nnamdi .S. OKONKWO, PhD, (2022), china-nigeria bilateral, political and economic engagements: strategic partnership or sino-imperialism. Zamfara Journal of Politics and Development | Vol. 3, Issue I No. II | Department of Political Science

41- Institute of Development and Education for Africa (2005) The tragedy of African textile I. vcxz ndustries,14 February 2005, pp. 1 – 2, at http://www.africanidea.org/tragedy.html

42- Issues in International Relations, Remo: Babcock University Press

43- Jhingan, M.L. (2006). Economic Development, New Delhi, Vrinda Publications (P) Ltd, p.162

44- Kabiru Hannafi Ibrahim & Dyah Wulan Sari (2019). Nigeria-china: an examination of recent bilateral trade relations, International Journal of Applied Research in Social Sciences Vol. 1(5), pp. 172-184

45- Kanu, S. I & Ozurumba, B. A. (2014). Capital Formation and Economic Growth in Nigeria, Global Journal of Human-Social Science: Economics, 14(Issue 4 version 1.0), ISSN: 2249-460x (Online) & ISSN: 0975-587X (Print).

46- Leonard, D. and Straus, S. (2003) Africa's Stalled Development: International Causes and Cures (Boulder,CO: Lynne Rienner).

47- Lewis, P. Getting the politics right: governance and economic failure in Nigeria, in: R. Rotberg (Ed.),

48- Library of Congress (2006) Country Profile: Nigeria (Washington DC: Library of Congress, Federal

49- Margret E & Qi Z (2011). China and Nigeria: A Powerful south south Alliance , West African challenges, No05

50- Muritala Oke , Oluseyi Oshinfowokan1 & Olubunmi Okonoda , 2019, Nigeria-China Trade Relations: Projections for National Growth and Development ternational Journal of Business and Management; Vol. 14, No. 11; 2019 ISSN 1833-3850 E-ISSN 1833-8119 Published by Canadian Center of Science and Education

51- Ng, F. and Yeats, A.J. (2000) On the Recent Trade Performance of Sub-Saharan African Countries.

52- Nigeria First (Abuja), 11 July 2005.

53- Nigeria World (Lagos), 5 March 2007.

54- Niquet-Cabestan, V. (2006). La stratégie africaine de la Chine. *Politique étrangère*, , 361-374. https://doi.org/10.3917/pe.062.0361

55- Obadan, M. I., & Okojie, E. I. (2010). An empirical analysis of the impact of trade on economic growth in Nigeria.

56- Oche, Ogaba, 1999, 'Nigeria's Policy Shift to Asia', in Selected Themes in Nigerian

57- OECD – Organisation for Economic Cooperation and Development. The knowledge-based economy. Paris: OECD, 1996.

58- Ogunwezeh, F. (2005). "Poverty, Development and the Burden of Governance in sub-Saharan

59- Okojie, P., Momoh, A. (2005). "Corruption and the Crisis of Development in Nigeria," paper

60- Organization of Economic Cooperation and Development (OECD)(2001). The well-being of nations: The role of human and social capital.http://www.oecd.org/dataoecd/48/22/1870573.pdf

61- Osaghae, E. (1998) Crippled Giant: Nigeria since Independence (London: Hurst and Company).

62- Oyejide, T.A. and Ogunkola, E.O. (2004) Trade, investment and growth in Africa: Patterns, trends

63- Oyeranti Olugboyega et al 2008; P.48. Culled from UNCTAD World Investment Directory (WID) Country Profile.

64- Oyeranti, O. A., Babatunde, M. A., & Ogunkola, E. O. (2010). The Impact of China-Africa Investment Relations: The Case of Nigeria. AERC Collaborative China-Africa Project, 8.
65- Pattillo, C., Cupta, S. and Carey, K. (2005) Sustaining Growth in Africa. Washington DC: IMF.
66- Perouse, D. M. (2018). Oil income and corruption: the Nigeria case.
67- Policy and Practice," held at Manchester Metropolitan University, 25 November, 2005.
68- presented at the conference on "Redesigning the State? Political Corruption in Development
69- Research Division), June.
70- Rosen, H. S. (1999). Public Finance. New York: McGraw-Hill
71- Samuel Onuoha Udeala. (2013). Nigeria-China Economic Relations Under the South-South Cooperation
72- Sanusi Lamido Sanusi (November 26, 2010) . Growth prospects for the nigerian economy
73- Shuaib, I. M., & Ndidi, D. E. (2015). Capital formation: impact on the economic development of Nigeria 1960-2013. *European Journal of Business, Economics and Accountancy*, *3*(3), 23-40.
74- Soyinka, W. (1996) The Open Sore of a Continent: A Personal Narrative of the Nigerian Crisis (New York: Oxford University Press).
75- Standard Bank (2023) , Nigeria: Economic and Political Overview : Foreign trade figures of Nigeria
76- Statista (2023) , Main export trading partners of Nigeria as of the 4th quarter of 2021
77- Statista (2023), China: Outward FDI stock in Nigeria 2022
78- Statista (2023), Main import trading partners of Nigeria as of the 4th quarter of 2021
79- Svensson, J. (2005). Eight questions about Corruption. Journal of Economic Perspectives, 19(3), 19-42.
80- Tanzi, V. (1998). Corruption around the World; Causes, Consequences, Scope and Cures. IMF Staff Paper,45(4), 559 – 594. (JEL E62, H1, H3, K4, N4). http://dx.doi.org/10.2307/3867585
81- Taylor, I. (2007). China's relations with Nigeria. *The Round Table*, *96*(392), 631-645.
82- Textile industry under threat', Koinonia International (Lagos), 15 February 2005.

83- The Daily Trust (Abuja), 27 February 2007. Minister of Energy, Dr Edmund Daukoru, stated in
84- The Financial Times (London), 1 May 2006.
85- The Financial Times, 27 February 2006.
86- The Guardian (London), 28 March 2006.
87- The People's Daily, 17 November 2005.
88- The People's Daily, 7 March 2007.
89- The Times of Nigeria (Lagos), 17 February 2007
90- The Vanguard, 26 October 2004.
91- The Vanguard, 27 April 2006
92- The Vanguard, 6 March 2007.
93- This Day, 14 January 2007.
94- This Day, 6 March 2007.
95- Transparency International "Corruption Perception Index 2005"
96- Ugwuegbe S. U., & Uruakpa, P. C. (2013). The Impact of Capital Formation on the Growth of Nigerian Economy, Research Journal of Finance and Accounting, 4(9), 36-40, ISSN 2222-1697 (Paper) ISSN 2222-2847 (Online)
97- Ugwuegbe S. U., & Uruakpa, P. C. (2013). The Impact of Capital Formation on the Growth of Nigerian Economy, Research Journal of Finance and Accounting, 4(9), 36-40,
98- Utomi Pat., 2011, "China and Nigeria", Centre for Strategic and International Studies.
99- Utomi, P (2007). China and Nigeria. Retrieved from http://csis.org/files/media on13th November
100- Wang, J-Y. and Bio-Tchane, A. (2008) Africa's burgeoning ties with China: Maximizing the benefits of China's increasing economic engagement with Africa. Finance and Development 45(1): 44–47.
101- Washington: World Bank. Africa Region Working Paper Series no 7.
102- World Bank (2002). Constructing knowledge societies: new challenges for tertiary education. Washington, D.C.: World Bank.